

## POUR LE RESPECT DU DIMANCHE

---

*Le dimanche est odieusement profané dans notre province. L'alarme a été donnée à la Semaine sociale d'Ottawa ; les meilleurs de nos journaux ont fait écho au grave avertissement.*

*Ce régime ne peut durer.*

*C'est la déchristianisation de notre peuple que l'on commence ainsi ; c'est sa moralité, ses meilleures qualités sociales que l'on minera peu à peu ; c'est notre intégrité catholique que l'on entame.*

*Nous demandons aux autorités d'agir et d'agir sans retard ; nous prions les éléments sains de notre population de seconder les pouvoirs publics afin que cessent au plus vite ce désordre et ce scandale.*

*Notre devoir autant que notre intérêt bien entendu, nous défendent de laisser entamer les plus sacrées de nos traditions religieuses. Le mépris du décalogue n'a jamais porté bonheur à un peuple. S'il y a eu le miracle de notre survivance, n'oublions pas que c'est notre qualité de peuple catholique qui nous l'a valu. Empêchons des compatriotes oublieux de leurs devoirs de faire ainsi besogne de destructeurs. Ne permettons pas non plus à des étrangers qui viennent déjà nous prendre nos richesses matérielles, de s'attaquer à l'âme de notre race.*

L'ACTION FRANÇAISE.

## LE CANADA FRANÇAIS ET LES ÉTRANGERS

---

À première vue, la présence de centaines de mille étrangers dans nos villes, dans nos campagnes, chez nous et autour de nous, semble constituer un irréductible obstacle à la création d'un État français parfaitement libre: ces gens ne seraient-ils pas l'ennemi dans la place? Mais non. Notre liberté, d'abord, sera le fruit non d'une guerre, mais d'une déclaration, d'une sécession parlementaire ou plébiscitaire où nous prendrons l'immense majorité des voix. Grâce aux bouleversements qui accablent chez eux l'Empire britannique et les États-Unis, nous aurons déclaré notre indépendance, nous serons devenus libres et maîtres chez nous *en théorie*: il ne s'agira plus que de l'être *en pratique*, que d'organiser notre État français et de le faire vivre en accentuant son caractère français, en visant à l'unification parfaite de notre patrie rajustée, et ce sera une oeuvre de paix, de constance et de doigté.

On rencontrera évidemment des difficultés sérieuses, comme des vainqueurs en trouvent à organiser leur conquête; ces difficultés s'accroîtront encore par suite de fâcheuses habitudes de soumission exagérée de notre part et de domination prétentieuse de l'autre. Mais cent difficultés ne font pas une impossibilité, et nous devons bien nous garder de ne pas rendre notre libération impossible en n'y travaillant pas, sous prétexte que nous n'y travaillons pas parce qu'elle est impossible. Si nous comptons déjà tant de beaux miracles de survivance dans les tempêtes de notre histoire, ce n'est pas pour échouer au moment

décisif, à l'arrivée au port. Il s'agit pour nous de savoir ce que nous pouvons vouloir, puis de le vouloir énergiquement, jusqu'au succès.

Or, nous pouvons si nous le voulons, constituer en Amérique un État français malgré la présence chez nous de quelques centaines de mille étrangers de toutes races. Nous aurons en eux une source d'embarras ou tout au moins d'agacements, de superbes occasions pour nos dirigeants de se montrer aussi habiles que fermes, et pour le peuple de se tenir en éveil, mais nous ne devons pas nous laisser arrêter par cette cause de faiblesse, qui peut d'ailleurs se changer en source d'énergie et de prospérité, si nous savons tenir les rênes hautes.

À toutes les époques de l'histoire, c'est une minorité agissante qui a conduit les peuples. Pour ne parler pas des origines de l'Angleterre et de la France, le petit duché de Prusse du XVII<sup>e</sup> siècle, dont les Hohenzollern firent la gigantesque Allemagne, n'était pas même un état où se trouvaient des étrangers ; il se composait d'une demi-douzaine de seigneuries et de domaines épars, noyés chez les étrangers, sur le Rhin, sur l'Oder et sur la Vistule, aux quatre coins d'un immense pays. Et cependant, grâce à du vouloir de Hohenzollern, "cet éparpillement, cause de faiblesse pour une dynastie médiocre, devint au contraire une source d'agrandissements pour des princes actifs, ambitieux, dont la préoccupation constante fut de relier leurs possessions disséminées, par l'annexion des territoires intermédiaires." <sup>1</sup>

Nos chefs ne seront pas tenus à semblables prouesses : notre cas est infiniment meilleur que celui de cette Prusse, meilleur que celui de l'Irlande, puisqu'il n'y aura pas ici

<sup>1</sup> Cagnol. Histoire des Temps modernes, Livre VI, ch.8, p. 482.

d'Ulster solide appuyé sur l'Angleterre; meilleur que celui des Tchèques, à peu près disparus il y a cent ans, et dominant aujourd'hui, assez maladroitement d'ailleurs, un pays fort mêlé où ils ne forment que la minorité. Les données du problème sont plus encourageantes ici, et la solution plus facile, pourvu que nous nous y mettions. Essayons donc de prévoir quels seraient dans cette oeuvre de libération nationale le rôle du peuple et celui des chefs.

\* \* \*

La première condition d'un calcul juste est tout d'abord de ne pas regarder nos étrangers tels qu'ils sont aujourd'hui, ni avec nos yeux d'aujourd'hui, car la dislocation du Canada qui précédera la création du nouveau status politique aura magnifiquement renversé bien des rôles.

Depuis 1760, où nous étions les 100% de la population canadienne, jusqu'au jour de notre déclaration d'indépendance, notre influence numérique aura toujours baissé: en 1850, nous formons encore 50% de la population totale; en 1901, 30½%; en 1911, 28½% et en 1921, à peu près 26%, et notre émigration et l'immigration des autres nous affaiblissent toujours. Mais voici que par la rupture soudaine de notre grand pays, nous nous retrouvons 75 ou 80% de Canadiens français dans un *Etat français* du Canada demi-central, où les 20 ou 25% d'étrangers qui nous restent, au moins pour un temps, se décomposent en Anglophones, en Italiens, en Polonais, en Juifs, en Chinois, etc, tous gens fort désunis, un peu abasourdis de la rapidité, de la maëstria avec laquelle nos députés ont accompli le récent coup d'État. Quand la réflexion redevient possible, les immigrés cosmopolites et même de bons groupes d'Anglophones qui ne sont pas venus s'établir en colonie pour veiller aux sublimes destinés des empires, mais pour

faire de l'argent, seront tout heureux de se rallier aux continuateurs de la "province sage et saine" puisque, même en français, on peut brasser "les affaires comme de coutume."

Quelques poignées de britanniques zélés, gens de clubs ou de haute banque, chercheront sans doute à se ressaisir, à maintenir leur influence, à tout sauver de l'empire, sauf l'empire. Nous aurons beau leur dire poliment d'être chez nous comme s'ils étaient chez eux, ils voudront être *chez eux*. Des financiers qui s'occupent de politique approcheront de nos politiciens qui s'occupent de finances; ils chercheront à nous diviser pour gouverner, ils voudront limiter notre évolution française et nous conserver le plus britannique possible, sous le nouveau régime. Ils seront fort peu secondés par l'Angleterre, aux prises avec ses travailleurs et avec l'Europe. De leur côté les Etats-Unis, tout occupés aussi de leurs problèmes intérieurs et extérieurs, des Noirs, des Jaunes et des Rouges, seront trop pris chez eux, trop gênés, si l'on peut dire, pour nous réclamer notre Saint-Laurent et le reste, mais leurs capitaux placés dans nos villes et dans nos bois pourraient bien fournir matière à propagande et donner du fil à retordre à nos législateurs. En deux mots, nous serons maîtres au parlement, mais nous courons le risque de rester sous la coupe, sous la domination réelle des Anglophones.

M. André Siegfried<sup>1</sup> trouvait naguère deux raisons capitales qui empêchaient le Canada de redevenir français: la majorité anglaise toujours accrue — obstacle enlevé, puisque nous nous contentons du morceau le plus français du pays — et "une autre raison plus décisive encore: c'est que le poids de l'histoire, les forces économiques, les

(<sup>1</sup>) LE CANADA, les deux races, Paris, 1906, pp 304 et suiv.

forces sociales concourent actuellement à la suprématie britannique... Le Canada français porte encore le poids de la conquête... L'Anglais s'y considère toujours comme le supérieur... Il n'arrive pas toujours à traiter son concitoyen français sur le pied d'une parfaite égalité. Si, dans le domaine politique, il est forcé à des concessions, dans les autres domaines où il est libre d'engagements, il impose en maître, et parfois sans ménagements, ses conceptions et ses manières de faire.

“Cent cinquante ans de ce régime ont trop habitué les Canadiens à céder dans la vie de chaque jour... Superbes dans la défense de leurs droits politiques, les membres de notre race se sont peut-être laissé aller à reconnaître trop volontiers la prédominance que leurs rivaux s'attribuent d'autorité, partout ailleurs qu'au Parlement”...

C'est ce *partout ailleurs qu'au Parlement* que nous devons soigner d'une manière spéciale: après notre évolution politique, il faudra en opérer une seconde, une véritable révolution dans notre tournure d'esprit et dans “notre vie de chaque jour.” Il faudra nous libérer de ce “poids de l'histoire” qui nous écrase et détrôner de partout la suprématie britannique chez nous.

Disons tout de suite, pour rassurer tout le monde, que notre volte-face ne sera pas celle de haineux qui ne croient bien jouir de la liberté qu'en supprimant celle des autres. La persécution n'entre pas dans nos goûts. Les déportations et les dérangements de neutres ne sont pas notre fait. Nous ne publierons jamais d'appel comme celui du *Herald* de Montréal en 1837: ‘Pour avoir la tranquillité, il faut que nous fassions la solitude. Balayons les Canadiens de la face de la terre!... Tout brûle à Laprairie, mais il faut que l'intégrité de l'empire soit respectée, et que la paix, la prospérité

soient assurées aux Anglais, même au prix de l'existence de la nation canadienne-française tout entière."

Non, nous n'écrirons jamais de telles choses; nous ne renverrons même pas la balle à leurs arrière-grands-pères de 1765, à cette poignée d'immigrés tout frais qui trouvaient nos ancêtres bien encombrants et qui les appelaient galamment *a public nuisance*. Non, nous ne dirons pas cela, non plus. Nous nous appliquerons à construire chez nous et pour nous, sans détruire chez le voisin, sans l'expulser tant qu'il ne menacera pas notre propre édifice: nous sommes de race et d'habitudes généreuses. Mais nous ne saurions compromettre notre succès d'avenir et de durée par une tolérance exagérée qui reviendrait à notre ruineux tolérantisme actuel. Nous adopterons la devise *Vivre et laisser vivre*, mais pas au point de *faire* vivre, d'enrichir toujours les étrangers de préférence aux nôtres.

La difficulté ne sera pas de tenir en échec des forces peu agressives, mais de persuader nos gens eux-mêmes de la grandeur du moment et du nouveau rôle qui s'impose. L'état d'âme d'un peuple ne se modifie qu'avec lenteur, surtout quand il a pris le pli de se courber devant un autre qui a pris le pli de lui passer dessus.

Si une éducation bâtarde ne nous a pas imbibés complètement d'utilitarisme et de matérialisme, au point de nous faire contenter pour notre race d'une vie végétative dédaigneuse de la gloire et de la liberté, si nous nous sentons encore nés pour arriver, comme les autres peuples, à l'âge adulte, à la sortie de tutelle, si nous sommes parfois fatigués de notre actuelle posture gênée de campagnard qui reçoit des citadins en villégiature, il y a lieu d'espérer une réaction, la conversion nécessaire et complète qui nous sauvera. Nous mourons de nos excès de bonté, de notre délicatesse, de notre timidité. Nous ne savons jamais

dire non. Nous avons trop bon cœur, et nos voisins peu scrupuleux en abusent. Nous cédon toujours notre place, qu'ils acceptent comme leur dû, sans dire merci, et nous restons plantés là, à rouler notre chapeau, presque sans impatience. Nous manquons de hardiesse dans la conception de l'avenir encore plus que dans l'exécution. Nous n'osons pas rêver de vastes plans, nous n'étudions nos destinées que par un trou de serrure, tels des captifs, craignant fort que si la liberté nous ouvrait la porte, nous ne voyions plus rien. Nous sommes encore un éparpillement de vaincus, de pense-petit, de chercheurs de places, qui demandent aux puissants Anglais non pas des libertés, comme nos pères, mais de l'ouvrage. Nos députés d'il y a cent ans allaient en prison pour arracher à l'Angleterre la liberté politique; ceux d'aujourd'hui vendent aux Américains nos ressources naturelles et importent des Anglais qui nous asservissent, qui prennent la place de nos gens forcés d'émigrer. Nous désertons nous-mêmes notre pays, et l'effrayant mot d'*exil* n'a plus de sens chez nous... Voilà ce dont nous mourons, et ce qu'il faut commencer à guérir tout de suite!

Si quelque Anglais a eu vent de l'enquête de l'*Action française* sur le futur ou le possible État français d'Amérique, il a dû s'amuser de la gasconnade, ou trouver bien naïf ce plan de domination chez des gens qui jusqu'ici ont si gentiment avalé leur infériorité. Cet Anglais aura eu tort: sans doute, nous avons été trop braves gens, pas assez braves, et malgré d'admirables vertus nous n'avons pas su commander le respect. Les peuples sont comme les individus, qui ont des visages imposants ou bonasses, qui inspirent le respect ou le sans-gêne. Nous avons quatre-vingts ans de débonnaireté à notre passif, mais nous sommes encore de cette France dont on a dit qu'elle est "une nation rebon-

dissante," qu'elle sait toujours gagner des victoires à la Marengo, et faire oublier le soir la défaite passagère du matin.

Une éducation de plus en plus nationale — nous commençons à peine à chanter le *O Canada* dans nos écoles, et le choix du drapeau n'est pas unanime — enseignera à notre jeunesse à se sentir du sang aux ongles.

La prochaine génération ne trouvera plus naturel, sous prétexte que "ç'a toujours été de même," que l'apparence extérieure soit anglaise dans les rues et les routes de chez nous; que tout ce qui est riche parle anglais, et français ce qui est pauvre, que quatre Canadiens français parlent anglais pour faire plaisir à un Anglais qui dédaigne d'apprendre leur langue; que les grandes industries et maisons d'affaires soient anglaises, et françaises ou plutôt bilingues, les petites boutiques vouées aux petites affaires ou à la ruine; que la grande exploitation de nos forêts, de nos mines, de nos pêcheries, de nos chutes d'eau; etc., fournisse aux étrangers les profits et les positions influentes, et à nos gens les besognes viles et les salaires de rien; que l'on aille gagner cinq piastres de plus par semaine aux Etats-Unis en désertant ici un poste de combat et avec la quasi-certitude d'angliciser sa famille... Voilà, avec, bien d'autres travers, ce qu'il faudra changer, ce qu'il faut dès maintenant redresser, ce qu'il eût fallu ne jamais connaître, pour l'honneur de notre histoire et l'avènement de notre liberté nationale. Et pour que nous ne retombions pas dans nos anciennes faiblesses, nous devons nous préparer une classe de meneurs, des grands chefs et des chefs de file, journalistes, hommes politiques, éducateurs, dirigeants de tous grades et sans grade, qui rappellent au peuple sa dignité, qui le forcent à relever la tête, en lui criant que désormais il est libre et qu'il doit se défaire des habitudes servies.

\* \* \*

Taine exprime avec pittoresque l'influence du mauvais pli sur les nouveaux libérés de la Révolution française, qui oublient parfois leur libération. "Si l'on déliait le cheval de meule, il recommencerait à tourner en rond; si l'on déliait le chien du bateleur, il se remettrait sur ses pattes de derrière: pour les rendre à leur allure spontanée, il faudrait les secouer rudement. Ainsi en est-il de l'homme, selon le mot de Rousseau: "Nous le forçons à être libre."

Ce sera la glorieuse tâche des chefs, politiques et autres, qui auront mené à bien le coup d'état de notre émancipation, de maintenir la masse, non plus dans les stupides idées larges, mais dans les idées hautes, de créer l'opinion nouvelle, de l'entraîner, de la préserver surtout contre les endormeurs et les mauvais guides à la solde de l'homme ennemi. Sous peine de glisser dans le rêve idyllique, nous devons nous prémunir contre des retours offensifs, tout au moins contre une atmosphère asphyxiante. Nos journaux anglais ne briseront pas si tôt leurs presses; ils publieront encore des *extras* que liront fidèlement nos esprits ouverts, ouverts à l'invasion étrangère. Quelle sera leur tactique? Opposition furibonde? Bons petits conseils de prudence? Froide raison d'affaires? Intimidation? Tout y passera, tour à tour et tout ensemble. Espérons qu'ils seront très violents, cela réveille. Un pire danger se trouvera dans les magazines, dans nos journaux à commérages qui détournent l'esprit des grandes questions, dans les clubs mixtes, dans les théâtres, dans l'automobilisme (je ne dis pas l'automobile), dans tous ces amusements qui font oublier le but de la vie et qui annulent ceux qui devraient être soldats. Ce fut l'instrument du règne des empereurs romains: "Un peuple qui s'amuse, disait un histrion à Auguste,

ne fait pas d'émeutes." Si jamais, selon le mot de de Nevers qui sert d'épigraphe au vigoureux *Appel de la Race*, chacun des descendants des 65,000 vaincus de 1760 a dû compter pour un, ce sera bien au moment de la victoire libératrice, au moment d'assurer la conquête.

Nos députés, qui formeront les  $\frac{3}{4}$  ou les  $\frac{4}{5}$  de la future chambre devront se hausser à la majesté de l'heure. Ils ne seront pas choisis pour les besognes de gala ni pour leur avancement personnel, mais, comme les premiers élus du *Sinn Fein* irlandais, pour être des soldats, des héros civils, l'espèce la plus rare et la plus méritante, puisque cela dure plus longtemps et qu'il faut résister aux attaques plus traîtresses de l'or et du sourire. Ils devront utiliser cette arme formidable qu'est la législation pour aider à la libération économique et sociale de notre peuple. Une petite loi qui se vote en quelques heures peut transporter des montagnes que n'avaient pu faire sourciller des années de protestations et de colères individuelles. Ainsi, la loi Lavergne a plus fait pour la francisation de Québec que mille emportements contre des commis et des employés subalternes. Qu'un gouvernement national entreprenne la restauration française de notre territoire d'une frontière à l'autre, ce sera l'oeuvre d'une semaine que la disparition des absurdités et des mensonges actuels. Il n'aura qu'à frapper la terre du pied, et les inscriptions françaises jailliront toutes brillantes de notre sol enfin respecté; et ce n'aura pas été plus difficile que de décréter les bonnes routes, les plantations d'arbres, la disparition des buvettes, ou même la mobilisation.

Nos députés décréteront le nombre, comme on l'a fait naguère pour l'Ouest. L'État français aura besoin du nombre, du nombre des Canadiens français. Notre proportion de 75% du début devra monter graduellement

jusqu'à 90, 95, 99 et pourquoi pas, avec le temps, jusqu'à 100%, comme chez les peuples ordinaires? Nous devons tout faire pour garder ici nos surplus, ces admirables familles qui émigrent toujours aux États-Unis, et pour supprimer cet affreux coulage, cet assassinat latent, ce suicide national que nous n'avons jamais su arrêter. N'est-il pas humiliant d'avoir à souligner de pareilles faiblesses, et de solliciter des mesures gouvernementales dans un pays où viennent faire fortune les immigrants du monde entier? Que dirait-on si la France, affaiblie par la guerre, envoyait à l'Allemagne chaque année le tribut ruineux de 400,000 de ses jeunes gens? C'est pourtant la proportion de 1% que nous perdons annuellement depuis 1901, époque où nos politiciens ont proclamé que nous n'émigrions plus. Il faut dire que jadis nous perdions de 2 à 3%, l'équivalent d'un million de Français qui se seraient donnés aux Allemands ou aux Anglais. C'est notre revanche des berceaux.

Nous demandons au gouvernement de Québec de s'employer dès aujourd'hui à rendre le plus facile possible l'établissement de nos familles de cultivateurs dans les cantons neufs, par la création d'un *Crédit de Colon*, par des excursions, des primes et des encouragements de toutes sortes et par une propagande comme on en a fait en Angleterre et en Autriche, mais jamais chez nous. Que si les moyens de persuasion et d'éducation populaire ne suffisent pas, nous réclamerons des mesures qui restreignent l'émigration, comme la Belgique et d'autres pays d'Europe en ont voté après la guerre. De tous temps, les peuples se sont livrés des guerres à mort pour conquérir ce que nous laissons perdre ici, du sol et des populations...

Il faudra, il faut dès aujourd'hui, ramener chez nous le plus possible de nos compatriotes des États-Unis. Nous ne pouvons pas nous résigner à perdre la moitié de notre

race, nous sommes trop peu. Ils ne reviendront pas? Non, pas tous, pas les américanisés, d'ailleurs indésirables, qui parlent encore un mauvais français peut-être, mais qui pensent en Américains, qui n'ont de patrie que le pays de leurs aïeux et qui ne voient pas beaucoup de raisons d'être français, ni même catholiques. Mais il y a là-bas encore un million de Canadiens ou de fils de Canadiens qui ont ici des attaches de famille et qui n'ont jamais dit l'adieu définitif à l'âme, au sol français. Plusieurs passent par la crise du retour quand les enfants perdent l'esprit traditionnel et se tournent à l'anglais. Beaucoup de ceux-là reviendraient, comme d'ailleurs un grand nombre sont déjà revenus. Nous comptons parmi nous au moins un demi-million de compatriotes qui ont vécu des années aux Etats-Unis, qui y sont nés, qui y ont passé vingt, trente, quarante années de leur vie et qui sont aujourd'hui de parfaits Canadiens. Nous ne pouvons pas rapatrier tous les Franco-américains, ni la moitié, ni le tiers; contentons-nous du quart, du cinquième, du dixième: ramenons-en deux cent mille, gagnons-en seulement cent mille que nous implanterons solidement sur nos terres neuves ou dans nos villes, et qui se multiplieront pour nous: c'est beaucoup, et cela vaut la peine d'y dépenser des millions. Jusqu'ici nous n'y avons presque rien consacré: le budget fédéral des colonisateurs canadiens-français s'élève à une vingtaine de mille piastres, alors qu'on accorde \$32,000 à l'immigration des Chinois, et \$500,000 à la propagande anglaise et étrangère. Ne serions-nous pas en droit de réclamer pour nos agents de rapatriement 30% de cette jolie somme?

Quand nous serons indépendants, nous ne voterons pas de subsides pour attirer ici des immigrants ni des capitaux anglophones ou susceptibles de le devenir. Trop longtemps notre cohabitation forcée à Ottawa nous a fait pratiquer

des méthodes colonisatrices qui introduisaient dans nos ports des paquebots remplis, comme le cheval de Troie, d'assiégeants qui venaient s'emparer de nos terres, de nos villes et de nos libertés. Mais nous n'avions pas encore décidé d'être ici chez nous...

D'innombrables voyageurs continueront à visiter nos vieilles villes, nos villages français et nos places d'eau, pour y trouver quelque chose de neuf, de différent. Ils seront servis à souhait: notre pays sera très français, et les touristes s'y sentiront étrangers, comme quand ils vont en France, en Suisse ou en Italie. Ils trouveront des gens de service pour les comprendre, mais pas un peuple de valets. Ils paieront leur écot et s'en retourneront chez eux.

Nos députés décréteront encore, non pas l'assimilation comme les Américains, mais une honnête connaissance du français pour ce qui nous restera de population étrangère. Les non-anglophones, toute cette poussière d'immigrés disséminés ici et là, et décidés à se rallier à l'un des deux groupes, se mettront résolument avec nous, ce qui n'en sera que mieux pour la conservation ou pour l'acquisition de la foi catholique. Il y a longtemps que nous aurions dû racoler à nos classes et à nos paroisses françaises les Italiens, Polonais, Autrichiens et autres qui ne peuvent former ici de communautés séparées.

Ne nous préoccupons pas des Juifs, dont nous ne devons pas nous exagérer l'importance et la compétence, pourvu que nous n'allions pas les enrichir nous-mêmes. En tout cas, ils ne seront pas les derniers à se mettre au français: ils savent toujours se mettre du côté d'où le vent souffle!

Quant aux groupes, nombreux ou faibles, des anglophones de toutes nuances, disséminés sur tous les points, ils seront les plus difficiles à réduire, mais ils ne doivent pas nous faire reculer. D'abord, ils devront être loyaux, car mal-

gré sa tolérance notre gouvernement devrait y voir: *Salus populi, suprema lex!* Nous aurons cessé de nous faire angliciser par l'éducation et les mariages mixtes; peut-être renverserons-nous les rôles? Notre bon peuple a, dans sa douceur même, un puissant moyen d'assimilation dont on ne lui a jamais demandé de faire usage. Nous pouvons grignoter en détail les îlots anglais ici et là, puis patienter avec le reste, dont la survivance reposera pratiquement sur le seul appont de la natalité. Certains remaniements officiels des programmes scolaires rendront leur enseignement bilingue à tous les degrés, ce qui soulagera les nôtres d'autant. Ainsi, après deux siècles de retard, la minorité daignera enfin parler notre langue chez nous.

Comme la fierté patriotique est contagieuse, peut-être les particuliers, bourgeois cossus ou simples ménagères, en voyant nos chefs garder nos ressources nationales à nos nationaux, pousseront-ils le zèle jusqu'à encourager de préférence nos marchands, nos marques, nos industries, de manière à boycotter en douceur ceux qui n'ont pas d'affaire ici. Le fer n'est pas seul à faire des conquêtes, l'or n'est pas moins efficace. Nous hâterions ainsi pacifiquement, par ce contraire d'une invasion, la libération que les peuples achètent ailleurs du prix élevé de millions de vies humaines. Qu'on ramène ici nos capitaux placés à l'étranger, les trois cents millions donnés à des compagnies anglaises, sud-américaines et autres; ils commenceront à supplanter les six cents millions d'argent rival qui mordent dans nos chairs et qui nous tiennent. Du moins, qu'on décrète l'embargo, qu'on arrête la désertion des capitaux comme on devrait arrêter celle des hommes, puisque les capitaux et les hommes sont les grands moyens de conquête et de domination.

\* \* \*

Après toutes ces considérations, nous devons conclure que l'acquisition de la liberté sera, pour nous comme pour tous les peuples, une aventure difficile et compliquée, mais pas impossible. Des merveilles de diplomatie, de constance, d'abnégation individuelle et collective seront les préliminaires obligés du second miracle, achèvement du premier que fut notre survivance. Nul n'aura, espérons-le, la lâcheté de penser que c'est trop fort pour nous de devenir un peuple, un peuple libre, un peuple adulte.

Dès aujourd'hui mettons-nous à l'oeuvre, d'abord en ne nous laissant plus entamer. Notre plan est arrêté, il s'exécute même insensiblement depuis 1760, par le seul fait que nous avons vécu, que nous restons en état de réaliser notre rêve. Ce sont nos mères qui ont le mieux tenu jusqu'ici, avec ceux de nos paysans qui n'ont pas déserté, avec ceux surtout qui ont défriché de nouvelles paroisses. C'est maintenant l'heure de tous. Nos dirigeants devront être des politique de la grande espèce. Nos députés seront instruits et patriotes; ils sauront voir et prévoir; ils sauront dire non, il sauront vivre pauvres.

Nos sociétés nationales réquisitionneront le patriotisme; elles seront aussi actives et efficaces pour le bien que si elles étaient des sociétés secrètes et organisées pour le mal.

Notre peuple, qui n'a connu jusqu'ici que la petite politique de chemins de front, ce qu'en dégoisent les cabaleurs et les journaux de parti, devra être instruit des hautes destinées des nations et des desseins de Dieu sur nous. Il devra apprendre à vouloir, à se tenir debout, et cela tout de suite pour être d'abord l'égal des Anglais, qui ne respectent que ce qui se tient fièrement en face ou à côté

d'eux. L'éducation devra éviter de multiplier les inutiles élégants qui nous feront faux bond, quand nous voudrions pouvoir compter sur eux.

À tous les rangs de la société, travaillons dans le réel, dans le présent, sur un plan net, en distinguant bien le désirable du possible. Acquérons une bonne dose d'intransigeance; sachons rester unis ou le devenir; ayons l'esprit de travail et de prosélytisme, il n'y a plus un seul péché d'omission à commettre. Devenons un petit peuple solide, un coin de fer qui résiste à tout et qui s'ouvre un chemin. Puis attendons l'accident heureux ou malheureux qui démembrera le Canada et qui nous permettra d'être maîtres chez nous.

La conquête de 1760 aura été un événement dans notre vie nationale, un incident un peu long par suite d'erreurs des chefs et de coulage du peuple, mais à aucun moment nous n'aurons désespéré.

*Le Canadien grandit en espérant...*

*Le ciel a marqué sa carrière,*

...et cette carrière nous voulons nous tenir prêts à la remplir. La liberté, c'est à prendre ou à laisser. Avec ou sans l'agrément de nos voisins, nous prendrons la liberté...

Joseph BRUCHARD.

### Pour l'Almanach de la langue française

Il sera, cette année, encore plus que les années passées, fourni d'une matière riche, variée; on y trouvera une abondance de renseignements utiles, de fort jolies illustrations. Puis, c'est toujours le petit manuel du patriotisme. Qu'on lise, à notre *Vie de l'Action française* de ce mois-ci, comment la vente peut s'en organiser. Qu'on fasse appel à la bonne volonté des enfants. Ils n'apprendront jamais trop tôt le goût du dévouement pour les bonnes oeuvres. Ayons nos petits Camelots de la bonne presse. (Voir aux pages roses, les prix pour propagandistes.)

## UN ÉPAULEMENT MORAL

Un roman canadien-français vient de paraître dont l'auteur se voile sous un pseudonyme tout à fait déconcertant.

*L'Appel de la Race* par *Alonié de Lestres*, raconte le drame poignant qui se déroule dans une famille de la capitale du Canada.

Jules de Lantagnac descend d'une souche de la petite noblesse. Il est né en 1871, à St-Michel de Vaudreuil, et il a suivi le cours classique dans un petit séminaire de la province de Québec à l'époque où l'on prêchait "les bienfaits de la constitution britannique, la libéralité anglo-saxonne, la fidélité de nos pères à la couronne d'Angleterre." Au sortir du collège, le hasard, ou ce que nous appelons ainsi, le jette dans l'étude d'un avocat anglais d'où il se dirige vers l'Université McGill pour y apprendre le droit. Il s'éprend de la race supérieure et oublie son propre passé. En conséquence, il se fixe à Ottawa. Là, il se lie d'amitié avec une jeune protestante anglaise qu'il convertit et qu'il épouse.

Dans le ménage où les deux âmes trop différentes par la race ne fusionnent jamais jusqu'à la complète intimité, il y a vite, réciproquement, quelque mécontentement du coeur. En somme, l'union se maintient. Quatre enfants, du reste, la cimentent. Wolfred semble énigmatique; Nellie a le tempérament sec d'une Miss; Virginia, qui évoquera les larmes chez quiconque est susceptible d'attendrissement, se montre, pour parler comme les romanciers, simplement "adorable"; quant à William, il révèle son caractère buté dans la grève de la version et du thème qu'il

soutient contre son père tant que celui-ci ne l'a pas transféré de l'«université française d'Ottawa» au Loyola College de Montréal.

Tout de même le bonheur habite au numéro 240 de la rue Wilbrod..... jusqu'à ce que survienne la crise scolaire ontarienne. Les malheurs des Canadiens français impressionnent Jules de Lantagnac et, aussi, les thèses incessantes d'un religieux qu'il rencontre souvent autour de 1910.

Le Père Fabien est oblat. Au physique, il a une stature qui, tout de suite, vous met un nom sur les lèvres. Si vous regardez attentivement au moral, l'irréductible nerveux, tranchant, prêt à tout sacrifier sur l'autel de la patrie, qui prononce des oracles irréfutables, vous suggère une autre silhouette. Vous pensez tenir le Père Fabien. Nenni. Cette bibliothèque, garnie de livres qui traitent excellemment tous les sujets pour lesquels notre siècle se passionne vivement, vous conduit chez un homme dont la vie est consacrée à l'étude plutôt qu'à l'action. Vous êtes obligés de conclure que le Père Fabien appartient au style composite, qu'il est constitué par des pièces diverses, qui ne se soudent peut-être pas fréquemment ensemble, vu que les tenaces et les opiniâtres n'ont pas d'ordinaire la cambrure et la robustesse des athlètes. Le Père Fabien ne manque jamais une occasion de rentrer dans le cerveau de Lantagnac, entre le tuf primitif et les couches d'emprunt anglo-saxonnes, le coin de ses théories sur les problèmes canadiens.

Un voyage fait au pays natal où la poésie de la nature, l'accueil des proches, la voix des morts rappellent éloquentement l'épopée française, achève de convertir Lantagnac à la dévotion de sa race. Il jure, au cimetière, auprès des tombes de ses aïeux, que ses enfants continueront leur vraie lignée.

De retour à Ottawa, il se met à l'oeuvre avec un zèle dont il se reprochera plus tard, non sans quelque raison, la trop grande précipitation. Comme c'est l'époque des vacances, il installe sa famille dans une villa gracieuse, sise sur une "île" du lac MacGregor, et, immédiatement, il commence auprès de ses enfants ses cours d'éducation française. A la tombée du premier jour, alors que Lantagnac se promène sur le lac avec tous les siens, voilà que, non loin, des voix s'élèvent chantant nos airs canadiens. Puis "comme le soir s'achevait, que, là-bas, derrière les monts, le feu du soleil, tout à l'heure rouge, s'éteignait dans une pâleur de cierge, les cuivres entonnèrent soudain avec ensemble le chant final: *O Canada, terre de nos a.eux!*... A mesure que l'air apportait une phrase de la symphonie patriotique, au loin les larges échos la reprenaient, l'harmonisaient sur leur clavecin, la magnifiaient sur un rythme grandiose. Des orgues géantes s'ébranlaient, en vastes crescendos, le long des escarpements hautains; et il semblait, dans la résonance de toute chose qui emplissait l'air, que l'hymne national fût l'acclamation naturelle, le chant inné de la terre canadienne."

Ne croirait-on pas qu'Aloné de Lestres a pris part aux concerts des Scholastiques oblats de Notre-Dame-de-la-Blanche?

C'est avec le beau-père Fletcher, rond-de-cuir pour qui toute la religion consiste dans le culte du drapeau britannique et de ... l'argent, que Lantagnac discute notre situation légale et naturelle dans la Confédération canadienne. Et c'est avec un certain Duffin, Irlandais d'origine, qu'il croise le fer touchant le conflit scolaire de l'Ontario.

Ce Duffin a épousé la soeur de madame de Lantagnac, sans la convertir. Peut s'en est fallu même qu'il n'ait perdu sa foi catholique comme l'amour de sa nationalité. Apôtre

ardent du saxonisme, il déteste cordialement les Canadiens français à qui il déclare une guerre implacable. Cette guerre, il l'ouvre du reste, sur le dos de son beau-frère en lui volant sa place, moyennant des procédés de camisard. Pis que cela, Duffin soudoie la femme et les enfants de Lantagnac contre Lantagnac lui-même.

Au moment donc où Jules de Lantagnac devient l'un des chefs franco-ontariens et le député du comté de Russell, tel il nous apparaît. Bel homme, esprit clair, équilibré, idéaliste que les génies grec et latin et la foi chrétienne ont fini par façonner; caractère généreux et intrépide; orateur à l'éloquence toute française.

Tout à coup la nouvelle se répand que le sénateur Landry a démissionné. Un grand débat va se livrer à la Chambre des Communes sur la question scolaire. A coup sûr, Lantagnac, le représentant officiel des victimes du règlement XVII "l'honneur et la force" de la cause française, devrait y prendre la parole. Seulement, un tel acte de sa part détruira sa maison; le dénouement ne fait point de doute.

On voit le dilemme: ou sacrifier ses compatriotes à sa famille, ou sacrifier celle-ci à ceux-là. "Ai-je le droit, se demande avec angoisse Lantagnac, pour le seul intérêt d'une tactique douteusement efficace, de démolir mon foyer, d'opérer la dispersion de mes enfants?"

Dans cette occurrence douloureuse le député de Russell court chez le Père Fabien. Celui-ci, pourtant peu enclin par nature aux agitations intérieures, s'émeut, cette fois; il hésite, en apparence plus qu'en réalité, je crains bien; il raisonne, il argumente, puis il conclut: "Je songe que, devant le public, trop peu au fait de bien des circonstances..., Jules de Lantagnac ne peut garder le silence, sans se déshonorer à jamais, sans ruiner le prestige d'un grand talent..."

Nous ne sommes que partie dans un Etat dont l'action politique est souvent dirigée contre notre existence; nous ne possédons qu'une personnalité nationale embryonnaire. En un tel cas, Lantagnac, vous le savez bien, la responsabilité de toute la race pèse plus lourdement sur chaque citoyen, mais elle pèse sur l'élite plus que sur les autres."

Et Jules de Lantagnac, qui ressemble beaucoup plus aux héros de Racine qu'à ceux de Corneille, sort de cet entretien sans que la paix, ni la lumière soient entrées dans son âme.

Aussi bien, est-ce si facile de juger quand l'héroïsme devient le devoir ?

Le tragique, c'est que si Lantagnac n'existe pas, à proprement parler en chair et en os, tel qu'il est peint, il existe en mille existences humaines qui se débattent très réellement entre leurs affections légitimes et leur devoir patriotique.

Au vrai, peut-être pourrait-on observer qu'Alonié de Lestres exprime les sentiments de l'amour avec des accents assez contenus. Un Mistral, dans sa *Mireille* qui est aussi un roman national, a des émotions autrement chaudes et autrement prenantes. Mais ne nous plaignons pas trop, puisque nous tenons là, sans doute, un indice sur l'habitable du mystérieux auteur.

Où Alonié de Lestres excelle, c'est quand il raconte ses idées. Car son livre contient une doctrine, tranchons le mot: le nationalisme intégral. Il embrasse bien d'autres questions que celles qui concernent l'Ontario. A nous, il apporte un encouragement précieux dont nous ne connaissons bien la portée que dans un avenir assez éloigné. A tous les nôtres, où qu'ils soient, il offre des "directives" sur une infinité de points, notamment sur la politique cana-

dienne générale, sur la politique canadienne-française, sur l'éducation nationale...

Peut-être, parfois, le ton s'élève-t-il un peu trop; c'est qu'en d'autres endroits le diapason rétablit l'harmonie.

A travers de réelles beautés littéraires, des mouvements d'âmes vraiment humains et chrétiens, des observations de moeurs nombreuses, des considérations philosophiques qui, souvent, ne manquent pas de profondeur, s'il s'est glissé des imperfections, les critiques le diront, s'il leur plaît. Pour nous, qui vivons, qui sentons, qui pensons avec les Franco-Ontariens, nous ne voulons considérer dans l'*Appel de la Race*, que l'"épaulement moral" dont nous avons tant besoin.

Au demeurant, l'*Appel de la Race* comble, en partie, une lacune dont souffrent tous les esprits qui s'occupent de notre formation et de notre conservation ethniques. Tant que nous n'aurons pas une littérature nationale supérieure, quelques livres où les jeunes générations se formeront semblablement dans la contemplation amoureuse et palpitante du véritable idéal canadien-français, les adversaires, les ennemis qui nous entourent, qui nous enveloppent, auront toujours chance de finir par nous entamer, par nous diviser, par nous absorber dans leur masse hétérogène.

Aloné de Lestres contribuera, pour sa part, à donner de la consistance à notre mentalité canadienne-française, voire à notre mentalité canadienne tout court. A la condition toutefois qu'il soit lu. Or, il n'est personne, que je sache, parmi les Franco-Ontariens d'abord, parmi les Canadiens français ensuite, parmi tous ceux qui lisent, fussent-ils d'Europe, qui, bientôt, n'aura appris par soi-même quelle fut l'attitude de Jules de Lantagnac au moment le plus important de sa vie.

Georges SIMARD, O. M. I.

## IMPRESSIONS DE SEMAINE SOCIALE

---

Nous nous pressons, un peu inquiets, vers la cathédrale d'Ottawa. Quel auditoire auront nos conférenciers ? Nous dépassons la marche symétrique de longues files de religieuses et de forts groupes de religieux et de prêtres séculiers... Soudain au détour d'une rue, la cathédrale dresse ses deux clochers et sa masse de pierre: c'est là. Un coup d'oeil nous montre la simplicité et la solidité de ce temple à peine lézardé au cours d'une période qui creuse des rides profondes dans une figure d'homme.

Instinctivement nous songeons à l'édifice social dont la construction s'impose. Il se dessine vaguement dans l'esprit, avec ses grandes lignes, toutes imprécises: les principes fondamentaux de toute société durable qu'il s'agit d'exploiter.

Nous entrons avec la foule... Nos inquiétudes se dissipent: le chœur et le vaisseau sont remplis.

La nef si artistique, une teinte de l'art espagnol, est une réminiscence du gothique du XV<sup>ème</sup> siècle et présente une multitude de belles choses. Le chœur, vrai chapitre d'histoire ancienne écrit par des ouvriers inconnus sous la dictée de l'architecte-prêtre que, timidement, nos doigts désignent dans une stalle, près de l'autel: le chanoine Bouillon, offre ses gracieuses et riches complications architecturales. On se chuchote à l'oreille que les statues de bois sont une oeuvre de jeunesse d'Hébert, que les statuettes en carton-pierre, adoucissant chaque angle, dissimulant chaque coin, coupant chaque retrait sont d'origine française, de la maison Verbout de Paris, que les stalles et les chapiteaux, admirables d'élégance et de proportion, furent ciselés par Philippe Parizeau.

C'est le cadre de la manifestation du 28 août...

Nous continuons à songer à la semaine sociale parce que nous sommes là pour y songer. L'édifice si simple que nous avons imaginé tout à l'heure se complique de ses détails. Chaque statue prise isolément, est un tout complet, beau, voire précieux, mais la grandeur de la cathédrale émerge de l'assemblage de ces sculptures. L'édifice social que nous rêvons résultera de l'agglomération calculée et voulue de chaque conférence, de chaque leçon, de chaque étude... Agencés avec méthode, ces travaux intellectuels, créateurs d'activités, parachèveront le temple social, un temple solide et artistique. Le temps est requis d'apporter sa toute-puissante expérience et l'Eglise est choisie comme l'architecte qui construit pour des siècles.

Temple vivant, symbolisé par ces groupes d'hommes, venus d'un peu partout, depuis le golfe du Saint-Laurent jusqu'aux confins de notre Province, qu'une pensée anime au point de mettre un reflet de lumière dans leur regard: celui de la vérité recherchée et possédée. Temple religieux évoqué par toutes les nuances des costumes ecclésiastiques qui graduent la hiérarchie de l'Eglise depuis le blanc des moines jusqu'au violet épiscopal, par le sens catholique qui s'énonce, à l'ouverture même de la semaine sociale, en paroles vibrantes et que la foi nous permet de saisir sur les lèvres muettes du Christ, caché dans le tabernacle, Vie de cette vie sociale qui s'affirme déjà fortement. Temple vivant et religieux comme cet immense auditoire avide de mieux comprendre les besoins de nos temps, les vraies solutions de nos problèmes économiques et les remèdes infailibles à toutes les dépressions morales de la société.

De ce coup d'oeil rapide dans la cathédrale naît une impression saisissante: impression de force, de lumière, de sens chrétien...

Qui sont-ils, ceux-là ? Pourquoi cette réunion dont le but est de voir clair dans les plus épineuses questions actuelles ?

Ils sont les amants de la vérité catholique ; ils sont les tenants de la doctrine sociale ; ils sont les bâtisseurs du vrai, parce qu'ils sont des chercheurs de la vérité de l'Eglise et les amis de l'homme social. Partant des conceptions les plus élevées de l'ordre, de l'harmonie sociale, du catholicisme intégral, ils tentent d'illuminer l'accord facile entre la volonté de Dieu et les besoins de l'homme. C'est à ce titre qu'ils donnent l'impression d'être une lumière féconde et génératrice de bien.

Regardez encore dans l'immense nef. Vous voyez des éducateurs et des pétrisseurs d'hommes et d'âmes. Tous les jours des enfants et des jeunes gens se pressent autour d'eux en quête de vrai, de lumière. Et s'il est vrai d'attribuer quelquefois la chose enseignée à celui qui l'enseigne, comme on attribue le nom de Lumière au soleil qui produit la lumière, on peut justement donner la qualification de lumière à ceux qui se chargent d'éclairer les intelligences en leur dosant les vérités, de pétrir les âmes en leur exposant les règles morales. Cette impression est palpable dans cette assemblée d'hommes d'oeuvres, d'apôtres, de professeurs, ou de futurs professeurs, d'institutrices et de religieuses qui sont littéralement la pensée de toute une ville ou de tout un pays, parce qu'ils apprennent à penser à tous les adolescents. Et certes l'on reste étonné de toute l'étendue que parcourt une vérité doctrinale, jetée dans ce groupe d'élite.

Impression de lumière encore quand l'esprit s'arrête à disséquer les questions mises au programme de la semaine sociale. Ce ne sont pas les plus faciles et les plus évidentes, bien au contraire. Et pourtant la clarté de l'exposition, la solidité de l'enchaînement, la vigueur de l'idée et

la force persuasive de chacune des leçons projettent des faisceaux de lumière sur tel problème qui, hier encore, paraissait plongé dans la brume. Et nous avons tous besoin de cette lumière bienfaisante. Il y a peu de jours, un écrivain spirituel reprochait aux Canadiens d'être réfugiés dans l'à *peu près*, de traiter les vérités à peu près, de se faire une conduite à peu près morale etc... Sans discuter cette preuve d'expérience, il suffit de se rappeler les cours de la semaine sociale d'Ottawa pour constater que l'à peu près n'est pas général chez nous. De temps à autre une vraie lumière qui fouille jusque dans les coins les plus obscurs de notre vie sociale permet de découvrir nos faiblesses et nos travers, illumine les principes de vie et indique les remèdes à nos malaises moraux et sociaux.

Impression de lumière que la semaine sociale!

Impression de force aussi. Ce n'est pas sur des théories vaines ou des systèmes d'écoles que se porte la matière des conférences des semaines sociales. Elles visent les points en litige et les plus brûlants. Quelle force enfermée dans ces deux mots: capital et travail! L'une qui culbute tout obstacle et renverse toute barrière par la puissance de l'argent; l'autre qui brise tout effort et annihile toute puissance par une résistance opiniâtre, par cette calme et dédaigneuse indépendance, dompteuse des plus solides organisations. Contre ces deux forces, il faut une autre force éprouvée. La semaine sociale nous la présentait ces jours derniers par ses enseignements et ses doctrines. Egale à l'autre, elle l'est; supérieure même elle l'est aussi. Ce n'est plus la résistance passive, ce n'est plus l'écrasement de l'or qui prédomine; ce sont les idées de bien, de justice, de charité, de bonheur, de liberté, de fraternité humaine. Et ces idées sont tellement concrètes et claires, rattachées au grand principe de toute force, le Christ, qu'elles peuvent dominer

et régler le capital et le travail. Aussi, avec quelle lucidité et quelle audace, les conférenciers descendent dans le champ du prolétaire et lui disent, au nom de la vérité: tu iras jusque-là, mais pas plus loin. Parole divine qui reste divine en passant par des lèvres humaines, parce qu'elle est l'expression même de la providence; aux riches orgueilleux et puissants, ils disent: au nom de la justice intransigeante, au nom de la charité humaine, vous n'avez pas le droit... vous avez le devoir... Et cette impression de force devient de plus en plus saisissante à mesure que les conférenciers se succèdent et que les problèmes passent devant les esprits.

Impression de force encore de constater non seulement le rappel des devoirs de chaque classe sociale, mais l'obligation de les harmoniser dans la poursuite d'une même fin: le bien commun. Le semaine sociale, en effet, porte son effort à la recherche des meilleures solutions de paix et de concorde entre tous les hommes: elle les a trouvées dans les directions pontificales, surtout dans la toujours vivante encyclique *Rerum Novarum*.

Cette note distinctive des *semaines sociales*, de toutes autres *semaines*, bien à la mode depuis quelques années, est le sens chrétien doctrinal.

C'est une admirable prérogative de la doctrine de l'Eglise de se plier à tous les temps, de s'adapter à tous les milieux et à toutes les évolutions sociales. Et cette facilité d'adaptation est particulièrement frappante dans une semaine sociale. Il se rencontre dans ces réunions des esprits de toute catégorie. Or, à toutes ces classes, la semaine sociale rappelle que les principes fondamentaux de toute restauration sociale sont ceux de l'Eglise catholique. Elle se glorifie encore de faire régner efficacement, dans ses méthodes et dans ses enseignements, le Christ lui-même. Personne ne dira bien quel cachet surnaturel s'imprime dans les âmes

des auditeurs quand elles sentent que cette doctrine sérieuse et pratique est adaptée au grand Restaurateur de tout ordre social: le Sauveur.

La Semaine sociale ne peut omettre cette orientation surnaturelle, parce qu'elle vise, en dehors de l'homme matériel, contraint de gagner sa vie, de tirer profit de son travail, l'homme raisonnable, doué d'une âme immortelle. Et l'on ne mentionne pas l'immortalité sans toucher au vrai sens chrétien de l'individu. Cette impression fut particulièrement frappante à Ottawa. Qui dira la force d'autorité d'une assertion comme celle-ci, par exemple, tombée des lèvres d'un juriste: "En dehors du catholicisme social, il n'y a pas de sociologie, parce que seul le Christ a dit: Je suis la Voie, la Vérité, la Vie..." C'est comme une goutte de divin jetée dans l'atmosphère sérieuse d'une semaine sociale, et, plus pénétrante que la goutte de parfum la plus pénétrante, elle imprègne et l'air ambiant et les âmes et c'est une impression de sens chrétien.

Et une fois de plus, officiellement, en dehors de toute prédisposition diplomatique et de tout préjugé, l'Eglise sort grandie de ces réunions scientifiques et le Christ nous apparaît mieux le sauveur des sociétés.

Ces impressions un peu graves hantaient les esprits de tous les semainiers à la cathédrale d'abord, puis au Monument national, où tous se donnaient rendez-vous trois fois par jour, pour deux heures au moins chaque fois.

Ce contact assidu de personnes venues de partout, inconnues hier, aujourd'hui amies est toute une révélation de cordiale relation, de confiance réciproque et de même idéal.

Au contraire des semaines des Ecrivains catholiques, surtout de la dernière, tenue en France en juin dernier, notre semaine ne fut témoin d'aucune de ces discussions

un peu vives que suscitent parfois les divergences d'opinions. Est-ce à croire que le travail de chaque conférencier défiait toute critique et toute attaque? Peut-être. Même pourquoi pas, puisque c'était la grande voix de l'Eglise qui tombait en accents autorisés au milieu d'un auditoire foncièrement catholique... Est-ce à croire que l'on avait peur de soulever des points litigieux, de crainte de nuire au succès général de l'organisation? Il est permis d'en douter.

Mais une impression se dégage de cette fréquentation d'esprits droits, c'est leur cordialité. Dans les coulisses, où tous les semainiers étaient admis, dans les salles de causeries où chacun avait rendez-vous avant comme après et entre les séances, des échanges de vues, des interrogations précises, des explications loyales étaient données, reçues, sollicitées. Petit groupe distinct, quelques-uns prenaient occasion d'une organisation locale, faite par eux, chancelante un peu, pour obtenir discrètement un avis, un conseil, voire une direction. N'est-ce pas charmant que cette cordialité entre inconnus? L'on pourrait noter cette remarque d'un semainier de fort loin: "ce qui m'étonne, ce sont les relations fraternelles qui existent entre le clergé séculier et régulier d'Ottawa." Et nous nous chargeons d'ajouter: la grande beauté de la semaine sociale d'Ottawa fut le groupe compact des religieux, des prêtres et des Soeurs, la parfaite aménité qui régna entre ces groupes et les semainiers laïques, de la capitale ou de l'étranger.

La ville elle-même prêtait à cette cordialité souriante. Elle reçut ses visiteurs dans tout l'éclat de ses beautés naturelles. Florence, disait-on autrefois, est la ville des fleurs. On pourrait appliquer cet éloge à Ottawa. Les fleurs et les arbres surabondent le long de ses rues, dans ses parcs et dans ses promenades et le mirage de son canal et de ses deux rives doublent cette verdure multicolore. Les édifices

mêmes sont tout ouverts à la curiosité légitime des étrangers ; et cet accueil bienveillant n'est pas le moindre charme de leur majesté. A parcourir cette pimpante ville, nos semainiers apprécieraient davantage cette urbanité caractéristique. Les autos gracieusement fournis par l'échevin Gaulin n'étaient guère pour rompre le charme. Comment être désintéressé de l'oeuvre qui s'accomplit dans un milieu aussi agréable !

Les réceptions, tel le poétique banquet des RR. PP. Oblats, présidé et organisé d'ailleurs par le président local de la semaine sociale, le sympathique Père Rodrigue Ville-neuve, telle encore la fidélité continue de M. Olivier Dion à guetter à l'heure des trains l'arrivée des semainiers et à leur trouver immédiatement un logement, proclamaient bien haut cette cordialité attrayante. Il serait délicat pour nous d'apprécier le dévouement prévoyant du bon Père Leduc, secrétaire local. Des fleurs, du soleil, le sourire et... des mets abondants ne suffisent-ils pas par eux-mêmes à mettre de la douceur dans les yeux, de la sérénité dans les figures et de la joie dans le coeur.

C'était proprement le mot d'ordre : la cordialité, jeté parmi les organisateurs, implicitement si vous le voulez, par le toujours très affable, très souriant et très bon Père Archambault, l'âme même des semaines sociales.

La cordialité engendre la confiance : cette dernière fut remarquable. Avant que l'assistance fût constatée aussi nombreuse — une moyenne de 300 auditeurs chaque jour — les esprits pessimistes, qui jettent toujours des lueurs nébuleuses sur les oeuvres nouvelles, hochaient la tête en escomptant un échec, ou tout au moins un demi-succès. Ils trouvaient prématurée, à Ottawa, une réunion de ce genre à propos de questions de cette importance. Ils allaient jusqu'à dire que des institutions purement intellec-

tuelles ne produisent pas de fruits dans un jeune pays comme le Canada. Toutes sortes de courants froids propres à éteindre le feu de l'enthousiasme et à jeter un voile d'indifférence sur une oeuvre. Même encore, disaient certains esprits droits, mais peu au fait de l'esprit de foi vivace qui existe dans un pays infesté d'hérétiques, tout ce qui sent la note catholique devrait être prudemment écarté des graves questions économiques et sociales...

C'eût été suffisant pour amortir la confiance! Mais la semaine sociale, maintenant un fait enregistré, répond que la confiance à nos futurs semainiers était légitime. Le sens catholique s'est affirmé avec une grande netteté, les principes catholiques et sociaux ont été lancés dans le public à pleines colonnes de journal, les idées ont franchi des distances étonnantes, et l'oeuvre des semaines sociales s'est affirmée. Voilà qui confirme la confiance des organisateurs en leur oeuvre.

Une autre note de confiance vibra dans les relations entre semainiers et conférenciers. Ceux-ci, reçus comme des *maîtres*, recueillent dans les sourires engageants de tous, dans les chaudes poignées de main, dans la religieuse attention qui préside à leurs discours, l'impression que les esprits convergent au but qu'ils se proposent d'atteindre. On se dit que les orateurs viennent sans parti pris, désintéressés puisqu'ils ne recevront aucune allocation, sûrs de leur doctrine puisqu'ils sont annoncés comme des ouvriers évangéliques. Son Excellence le Délégué disait à l'ouverture de la semaine: "Travaillez, mes chers amis, avec persévérance et avec esprit de confiance. Le Pape, l'Eglise et Dieu même sont avec vous." Corroborant cette déclaration, la voix si autorisée de Mgr Emard se fait entendre aussi: c'est la bénédiction qui tombe sur l'oeuvre et sur les semainiers. D'autres évêques sont tour à tour sur la chaise de

l'auditeur et dans la chaire de l'orateur. Nos Seigneurs Hallé et Forbes proclament spontanément la confiance qu'inspirent, que doivent inspirer ces semaines sociales. Et Mgr l'administrateur d'Ottawa n'est-il pas trois fois heureux de recevoir dans son diocèse et de bénir ces laborieux et ces érudits? Quelles preuves de confiance réciproque plus encourageantes pourriez-vous recueillir en dehors de la présence de ces augustes personnages, même si nous ne mentionnions pas des noms comme Mgr Gariépy, de Québec, Mgr Dupuis, d'Haileybury, Mgr Paquet, de Québec, qui fait savoir qu'il est avec nous de coeur et d'esprit et — ajoutons-nous — avec nous par sa doctrine et ses enseignements toujours utilisés avec grand fruit dans toute oeuvre sociale et catholique.

Confiance plus manifeste encore dans les coulisses et les salles de causerie ou des colloques intimes complètent certains aperçus, précisent certaines notes, grâce à l'obligeance empressée des semainiers.

N'a-t-on pas vu une soixantaine de semainiers se priver d'un repos légitime et venir, dès les premières heures de l'après-midi, se presser autour d'un organisateur d'oeuvres et écouter avidement les conseils d'ordre pratique qu'ils requéraient délicatement? Plusieurs mêmes de ces semeurs de bien se succédaient à la tribune et exposaient avec franchise et sans souci des phrases, leurs expériences personnelles et leurs travaux. Cet aspect de la semaine sociale en dit bien long sur ce point de nos impressions, la confiance réciproque.

Elle s'explique facilement parce que tous ceux-là sont venus dans un même esprit, épris d'un même idéal: aider la solution de la question sociale en tâchant à découvrir les vrais principes, les vraies lumières, les solides organisations. C'est dans cet esprit qu'ils s'empressent aux ateliers de l'in-

trépide semeur d'idées françaises et de vérités religieuses dans le pays de l'Ontario, *Le Droit*; qu'ils descendent aux célèbres usines de la Compagnie Eddy et s'intéressent aux ouvriers, aux machines et aux produits, condescendances aimables des directeurs de ces deux centres de produits intellectuels et matériels; qu'ils se rendent en grand nombre assister à la fameuse manifestation ouvrière de Hull où des hommes d'élite lancent, sous le ciel étoilé, les grandes vérités sociales et catholiques que les ouvriers comprennent et acceptent avec des acclamations enthousiastes. A l'ombre même des immenses usines qui les font vivre, ces ouvriers ne craignent pas d'acclamer la grande puissance du catholicisme. Voilà l'idéal que chacun voulait!

C'est encore cet idéal, cette vérité sociale et religieuse, qu'ils cherchent, comme un écho des conférences, quand ils parcourent les journaux catholiques et français de tout le pays, celui d'Ottawa, ceux de Montréal et de Québec, spécialement *Le Devoir* et *L'Action catholique*, tous si hospitaliers pour répandre les idées de la semaine sociale.

Cette soif de savoir, c'est le même idéal qui jaillissait des esprits de tous nos semainiers.

Nous pouvons donc dire en toute rigueur que la semaine sociale d'Ottawa fut la manifestation de la vie sociale et de la vie religieuse. Lumière, force, sens chrétien, servis au milieu d'une cordialité de bon aloi, d'une confiance profonde et d'un même idéal, voilà les vraies impressions qui se dégageaient de cette manifestation de foi et de vie, d'idée et d'action.

Chacun est retourné dans son milieu, mais emportant dans son coeur un grand réconfort: celui d'avoir rencontré une légion d'amis qui travaillent ou se préparent à travailler à la même fin: la restauration de l'ordre social par la doctrine du catholicisme.

Fr. A. Bissonnette, O.P.

## RÉCIPROCITÉ <sup>1</sup>

Entendons-nous bien dès le début. Il ne s'agit pas ici de réciprocité économique, mais sociale, d'ordre moral et intellectuel, entre le Québec et les Franco-Américains. D'une réciprocité par conséquent apte à favoriser les deux parties sans toucher aucunement à leurs attaches politiques ou à leur autonomie particulière.

L'idée de cette réciprocité spirituelle, commandée par l'uniformité de foi, de langue et de traditions entre Canadiens français et Franco-Américains, a déjà été lancée par le directeur de la *Semaine Paroissiale* de Fall-River, le R. P. Olivier, O. P. Et la province de Québec, mieux éclairée aujourd'hui sur ses responsabilités à l'égard de tous les groupes français d'Amérique, s'est tout de suite émue. L'idée d'un congrès de toute la race émise par le R. P. Olivier en vue d'organiser plus effectivement nos forces de résistance et de survivance fait son chemin dans le Québec.

L'*Action française*, organe de fraternité et de solidarité au service de tous les groupes français d'Amérique, est bien dans sa mission lorsqu'elle nous offre son appui et demande <sup>2</sup> des précisions sur la nature des secours que les Franco-Américains espèrent du Québec.

La présente chronique est un essai de réponse à cette bienveillante sollicitude.

Nous tenons à le déclarer tout d'abord : le Québec ne nous a jamais abandonnés. La fraternité française a tou-

---

(<sup>1</sup>) Cet article n'a pu paraître dans la dernière livraison de la revue. Il a donc été écrit avant le congrès de Lowell. Nos lecteurs pourront juger combien les vues de notre ami Charles Dollard étaient déjà claires et précises sur les relations qui doivent exister entre les Franco-Américains et nous.

(<sup>2</sup>) *L'Action française*, juin 1922, Les Franco-Américains et nous, par l'abbé Groulx.

jours existé, sous quelque forme, entre le vieux pays et nous, malgré certains oublis, certaines paroles malheureuses de politiciens en mal de se disculper d'une politique imprévoyante. Toujours il y eut relations amicales, aide salutaire, surtout de la part du clergé et des communautés enseignantes du Québec. Notre reconnaissance ne saurait oublier ce qu'a été pour nous le passé.

C'est grâce aux chefs, prêtres principalement, religieux et religieuses, hommes de profession formés au Canada et venus chez nous, que le groupe français des États-Unis a pu atteindre le développement matériel et social dont il s'enorgueillit. Submergé dans une population étrangère par la langue, la race et la foi, le groupe franco-américain se serait vite perdu sans ces aides précieuses et vraiment rédemptrices. Quelques centres franco-américains moins favorisés ont déjà fait cette preuve par trop évidente.

Mais aujourd'hui les circonstances exigent un échange de relations plus suivies et mieux organisées. Les assauts dirigés contre l'âme française dans toute l'Amérique non seulement persistent, mais deviennent de plus en plus nombreux et menaçants.

Nous, Franco-Américains, mieux outillés que jamais pour la résistance avec nos églises, nos écoles, notre presse française et nos sociétés nationales, semblons tout de même arrivés au point critique de notre existence. Dans le passé, en dépit de sérieux obstacles, nos pères, peu instruits et pauvres pour la plupart, mais profondément catholiques et attachés à leur âme française, ont pu se grouper et fonder les institutions puissantes et nombreuses qu'ils lèguent intacts à leurs fils. Mais à l'heure présente, ces éléments de force, — gages de survivance — excitent l'attention jalouse de nos co-nationaux anglophones.

Les uns voient dans ces facteurs de résistance des obstacles à l'américanisation telle qu'ils l'entendent, c'est-à-dire : la fusion complète des différentes nationalités dans l'anglo-saxonisme areligieux et matérialiste, le seul moyen pour eux de former des Américains. De là ces projets de loi visant l'abolition des écoles paroissiales et privées.

Pour d'autres — coreligionnaires hélas ! — l'anglicisation des groupes non-anglophones serait le moyen le plus actif d'assurer l'expansion de l'Église catholique aux États-Unis. Entendez plus justement : le seul moyen de garder entre leurs mains la domination qu'ils possèdent et prétendent bien retenir, malgré la disparition des leurs par l'assimilation suivie de l'apostasie. Cette ambition nationale si peu apostolique les aveugle à ce point qu'ils vont préparer aux autres nationalités encore survivantes le sort douloureux qui affligent aujourd'hui des millions de leurs compatriotes.

Donc, il est vrai de dire que nous, Franco-Américains, au cinquantenaire de notre existence, sommes au point le plus décisif de notre histoire.

De là ce mouvement pour chercher des secours à l'extérieur, à la source même de nos origines, en vue d'y trouver un rajeunissement et un raffermissement de nos caractéristiques de race.

Le Québec veut nous aider. Que pouvons-nous attendre de lui ? Des secours correspondants à nos besoins sans doute. Ceux-ci se résument à conserver notre âme avec sa foi, sa langue, ses qualités natives. Disons tout de suite que d'aide financière nous n'avons pas besoin. Nous ne désirons point, non plus, d'immigrants nouveaux. Québec a besoin de tous ses enfants et doit faire l'impossible pour les retenir chez lui. Les secours que nous attendons sont d'ordre moral et intellectuel, comme ceux, dirons-nous, qui

vinrent de France au Canada français. Puisque nos luttes sont les mêmes que celles du Québec et que l'enjeu est identique, nous attendons avant tout du Québec l'appui moral qui vient du bon exemple. C'est donc chez lui que nous chercherons tout naturellement les secrets de vigueur morale qui font les races fortes : la pureté de la foi, l'intégrité des traditions et la fierté du sang.

Nous sommes fiers déjà du bon renom dont jouit la province de Québec, dans tout le Dominion et même dans le monde entier. Cette réputation, elle la doit à la pureté de ses mœurs familiales et sociales, au bon ordre et à la paix qui y règnent dans le monde industriel, grâce à ses syndicats catholiques et à l'action respectée du clergé; elle la doit aux bonnes et nombreuses institutions de charité, à l'efficacité supérieure de son système scolaire, à la bonne entente qui a toujours existé entre l'Église et les autorités civiles. Ce sont là autant de facteurs de prospérité matérielle et de grandeur morale que nous souhaitons lui voir garder et fortifier de plus en plus. Pour nous, nous n'avons rien de mieux à faire qu'à imiter le Québec dans la garde jalouse de ces éléments fondamentaux de sa vie. A son exemple nous voudrions maintenir le respect de nos croyances religieuses, un solide esprit paroissial franco-américain; nous voudrions nous approprier, par adaptation, tout ce qui peut nous être serviable dans la formation et la conservation de notre physionomie nationale.

A cette fin aussi nous désirons que le Québec nous continue l'envoi de ses religieux, Frères et Sœurs, pour l'éducation de nos enfants. Ces enfants sont l'avenir de la race. Et cet avenir doit rester entre les mains de ces dévoués religieux. C'est là notre plus cher désir et notre meilleur espoir. Les sacrifices que nos frères aînés devront consentir, resteront considérables. Mais nous osons dire

que ces sacrifices sont nécessaires pour rendre nos enfants dignes de leurs pères et en faire les gardiens et les continuateurs de l'œuvre admirable fondée par eux. Donnez-nous des religieux de la province de Québec pour nos écoles ! — c'est le cri unanime de nos prêtres clairvoyants et patriotes.

L'aide du Québec doit être en plus d'ordre intellectuel. Pour nous le Québec doit être un peu ce que la France intellectuelle catholique a été et est encore pour le Canada français : un foyer intellectuel d'où rayonne une influence bienfaisante sur tous les groupes français d'Amérique. Nous avons bien notre collègue classique franco-américain — et nous l'estimons beaucoup — mais pour longtemps il restera incapable de recevoir tous nos enfants désireux de faire des études classiques. Que les autres s'en aillent donc au foyer de la Nouvelle-France, recevoir leur formation secondaire. Cela vaudra mieux que la fréquentation des "high-schools" et des collèges anglais des États-Unis. Leur culture classique les préparera mieux aux universités même américaines, sans compter qu'ils y recevront une robuste formation française capable de les protéger contre les influences dangereuses de nos milieux universitaires, et en général contre l'atmosphère malsaine que l'on sait. Nous avons eu dans le passé d'excellents prêtres, médecins et avocats formés dans le Québec dont le rôle jusqu'à l'heure présente reste bienfaisant pour les nôtres. Qu'on nous fasse encore de ces chefs, hommes compétents dans leur spécialité, mais aussi patriotes assez désintéressés pour s'occuper des intérêts généraux de la nationalité franco-américaine.

Puis, il y a l'influence intellectuelle et française qui peut venir des livres du Québec, de ses bons journaux, de ses bonnes revues. Si nos braves familles recevaient celles-ci et ceux-là plutôt que ces revues et journaux québécois qui

rivalisent en jaunisme avec nos pires publications, que de pensées saines et catholiques elles en tireraient qui leur seraient autrement profitables que les nouvelles à sensation et les histoires scandaleuses. Une campagne qui aiderait à la diffusion de la bonne littérature du Québec parmi les nôtres serait fort désirable et de nature à faire grand bien. Enfin, par un échange de conférenciers, à l'occasion de certaines fêtes, telles la Saint-Jean Baptiste et la fête de Dollard, comme il a été suggéré déjà par M. Héroux dans le *Devoir*, les deux groupes pourraient se rendre d'utiles services et se donner un salubre appui moral. Ce serait là faire acte pratique de fraternité et de solidarité française.

— — —

Nous n'oublions pas qu'il s'agit de réciprocité, d'échange de services.

Que pouvons-nous donc, Franco-Américains, rendre à notre tour au Québec ?

Tout d'abord notre aide pour être utile doit se conformer aux aspirations légitimes de la province natale. Elle entrevoit dans l'avenir la création d'un État français. Nous, de la république voisine, suivons avec un vif intérêt le retour de cette aspiration ancienne et nous en souhaitons cordialement la réalisation. Pour le plus grand bien du Québec, notre patrie d'origine, et pour la puissance d'attraction qu'il constituera, nous souhaitons l'avènement d'un État français homogène, prospère, grand par ses qualités morales et intellectuelles, destiné à devenir la France de l'Amérique et à y répandre une civilisation supérieure.

Nous souhaitons également que nos émigrants franco-américains se dirigent vers le Québec, de préférence aux autres provinces de la Confédération. Les Franco-Américains, il est vrai, sont ici à demeure pour la plupart. Il s'en trouve cependant qui retournent au Canada. Ne

vaut-il pas mieux qu'ils prennent le chemin de la vieille province, où, en fortifiant le foyer même de la race, ils contribuent au bien de tous les groupes? C'est là une aide digne de considération. Puis, pourquoi nous, Franco-Américains, n'imiterions-nous pas nos compatriotes de langue anglaise qui font de gros placements dans le Québec? Notre argent naturellement irait à des entreprises canadiennes-françaises, et ce serait là, à notre avis, un moyen pratique d'aider un État en formation. Ces placements ne sauraient être en plus grande sûreté dans une province qui, au dire de tous, offre les meilleures garanties d'honnêteté et de moralité en affaires. D'ailleurs, dans le domaine industriel, dès maintenant et pour l'avenir, nous pouvons être de quelque secours au Québec en faisant connaître aux États-Unis la qualité de ses marchandises et en favorisant leur écoulement ici. N'est-ce pas là toujours de la fraternité française bien comprise?

Mais, dans l'ordre intellectuel et moral, que doit attendre le Québec de nous?

Tout simplement que nous gardions avec grand soin ce qu'il nous a donné et ce qui constitue notre meilleur héritage : notre foi, notre langue, notre âme. Qu'à cette fin nous n'épargnions aucun sacrifice, ayant horreur de tous les marchandages et de toutes les faiblesses. Nous voulons vivre. Prenons-en tous les moyens possibles, en protégeant et en fortifiant nos croyances catholiques contre toutes les influences délétères; en veillant sur la famille et les traditions familiales; en maintenant notre forte organisation paroissiale; en perfectionnant notre système scolaire et en le gardant toujours *bilingue*; en inculquant à nos gens une grande fierté de race par une meilleure connaissance de l'histoire.

L'histoire est une force de première importance pour un peuple qui veut vivre; elle l'est par les mâles et nobles vertus des aïeux qu'elle prêche sans cesse, et par les lumières qu'elle projette sur l'avenir par les leçons du passé. Notre peuple connaît trop peu son histoire. De là l'admiration et l'indifférence qu'il entretient pour les plus nobles de ses origines. Sait-il que son histoire est celle de la France depuis l'aurore de sa vie jusqu'à 1760? Qu'elle est celle du Canada français jusqu'à 1870 au moins? Nos gens savent-ils le rôle joué par nos ancêtres dans toutes les guerres des États Unis? par les découvreurs et les civilisateurs français dans ce pays, pionniers de tout l'Ouest américain et fondateurs de l'Église catholique américaine?

Cette ignorance est évidemment un grave danger pour nous. N'est-il pas grand temps d'y remédier surtout par l'école? Enfin, pour nous garder toujours catholiques et français d'âme, tout en restant — est-il besoin de le dire —, sincères citoyens américains, faisons la guerre aux mariages mixtes de croyances et... de nationalités; faisons la guerre aux sociétés neutres ou sectaires; à l'anglomanie, à l'influence déprimante des mauvais journaux. Développons et grandissons l'influence de notre bonne presse française et catholique. Pour cela un peu d'esprit de désintéressement : moins de journaux à annonces et incolores, plus grande diffusion de ceux qui répandent des idées et remplissent une mission. Poussons nos gens à entrer dans nos sociétés nationales. Ne permettons pas que ces dernières s'éloignent trop de la pensée d'utilité sociale qui a présidé à leur fondation.

Formons-nous des chefs qui voient clair et loin, qui soient fiers de leur race et de leur foi, possesseurs d'une solide culture intellectuelle et d'une solide formation morale, capables de diriger leurs frères dans la voie de notre

vocation commune qui est de faire rayonner partout en Amérique la pensée catholique et française. Ainsi atteindrons-nous la fin souverainement pratique de notre fraternité. Car tout groupe français qui se garde bien est un appui pour les autres, par cela seul qu'il est un exemple.

Charles DOLLARD.

### Pour l'Almanach.

Un moyen aussi facile que fécond de répandre l'Almanach, c'est d'organiser, parmi les enfants des écoles, des concours de vente. Quelques-uns de nos amis du Sault-Récollet, de la Pointe-Saint-Charles et d'ailleurs ont recours chaque année à ce procédé et ils en obtiennent de merveilleux résultats. Les enfants vont offrir l'Almanach de porte en porte. Et le concours se termine par une soirée récréative où les gagnants sont couronnés en présence de leurs parents venus là pour entendre aussi parler de patriotisme. De cette façon, les enfants apprennent à collaborer de bonne heure aux généreuses besognes et toute la paroisse profite d'une soirée d'action française. Quel est celui de nos amis qui ne peut organiser un pareil concours ?

### Au Canada ou en Russie ?

“Enfin on exclut la langue polonaise des chemins de fer, même appartenant à des compagnies privées, et l'on alla jusqu'à commencer à la bannir d'institutions sans aucun caractère officiel, comme les sociétés de crédit, par exemple. Un étranger traversant la Pologne n'entendait dans le train que la langue russe, car défense était faite au personnel de s'adresser en polonais aux voyageurs; il ne voyait que des inscriptions russes, et, même dans les gares, il ne rencontrait aucune annonce privée en polonais... Notre étranger ne pouvait pas même se douter que le pays qu'il traversait était un pays polonais.” (R. Dmowski, *La Question polonaise*, p. 7). Dans cet extrait que l'on vient de lire, il n'y aurait qu'à écrire “anglais” au lieu de “polonais,” et ce serait à se croire dans la province de Québec. Et pourtant il s'agit là de procédés d'assimilations employés en Pologne, sous le régime des tsars.

## LE PROBLÈME INDUSTRIEL AU CANADA FRANÇAIS

Depuis son enquête sur nos forces économiques, l'*Action française* n'a cessé de maintenir à l'ordre du jour la question de notre orientation industrielle.

Il faut sans doute compter comme l'un des plus beaux fruits de cette nécessaire insistance, l'étude compréhensive, élaborée par les membres de l'Association de la jeunesse, au cours de leur congrès de 1921, à Québec.<sup>1</sup>

Nous venons de parcourir le rapport de ces travaux. L'occasion semble bonne de prendre, une fois de plus, une vue d'ensemble de ce problème, le plus difficile peut-être de l'heure présente.

Et d'abord, pourquoi parler d'essor industriel? A qui nous le demanderait nous répondrions sommairement : pour nous défendre, pour agir.

Nous avons conquis nos libertés politiques de haute et noble lutte. C'est entendu. Notre principale force nationale, le moule propre de la race, ce fut et ce devra toujours être l'agriculture. Entendu encore, et tous les motifs que nous allons invoquer le réclameront avant tout. Mais par notre faute et celle des circonstances les conquêtes passées ne suffisent plus. Le moule doit être élargi quelque

---

<sup>1</sup> *Le Problème industriel au Canada français*. Publié par l'A.C.-J.C., 1922. — Prix \$1.50.

L'aspect économique, l'aspect social, l'aspect national y sont examinés et discutés tour à tour par les rapporteurs et les compétences dont la prudente jeunesse avait sollicité le contrôle et l'appui. Ainsi peu de choses nous échappent de celles qui font la gravité et la complexité du problème. On y voit exprimée avec grande liberté et hauteur de vues l'opinion d'hommes comme l'Hon. J.-E. Perrault, ministre de la Colonisation, M. Joseph Versailles, M. J.-E. Grégoire, professeur d'économie politique à Laval, M. J.-H. Fortier, président de l'Association des Manufacturiers du Canada, section provinciale, et autres.

peu, avant d'y jeter la coulée traditionnelle, enrichie avec sage discrétion d'un élément nouveau.

En effet, après un siècle de ténacité héroïque, la fierté même de nos chefs se mit à fléchir. L'or étranger nous avait séduits. Nous n'avons plus rien vu, en nous, qu'infériorité. Et nous avons connu d'étranges défaillances, de honteux reculs, de lâches abandons. La paralysie, la désagrégation de la vie nationale, le servilisme d'un peuple qui n'est plus maître de ses richesses naturelles, qui dépend de l'étranger pour le vêtir et le vivre, c'est pour nous chose déjà trop vécue. Et nous voilà en face d'une nouvelle indépendance à conquérir, notre indépendance économique.

Grandement compromise par les défections ou les erreurs du passé, la lutte se trouve encore aggravée par notre situation particulière et la crise que traverse le monde. Compénétrés d'anglo-saxonisme mercantile; menacés d'une immigration stupide, qui jetterait chaque année un million d'hommes, peut-être, sur nos bords, nous devons encore compter, jusque dans nos idées et nos mœurs, avec l'emprise américaine au cœur de notre province, avec la loi et l'épée du plus fort à nos frontières.

Ajoutons la fièvre d'impérialisme économique qui agite nos démocrates voisins,<sup>2</sup> non moins que les grandes nations d'Europe, et bien aveugle qui ne verra pas l'urgence pour notre survie et notre essor national, d'une libération économique aussi parfaite que possible.

Notre situation politique elle-même n'a plus rien de stable. Dans un avenir que le déséquilibre européen tend chaque jour à rapprocher, nous serons mis en mesure ou en demeure de fixer nous-mêmes nos destinées. Et si alors nous ne sommes pas les maîtres de nos ressources, si nous nous trouvons incapables de nous suffire?..

---

<sup>2</sup> *Action française*, juin 1922, p. 330.

Songez seulement à ce que l'argent, au cours de la guerre, a pu faire de notre grande presse, de notre parlement.

Nos bras et nos cœurs se sont affaiblis. Pour nombre de nos fils la vie aux champs est devenue trop rude, trop monotone. Le luxe et le plaisir qui gagnent nos campagnes... en automobile, ne peuvent que fortifier et répandre la tentation. Si nous laissons la fascination s'exercer au delà du seul quarante-cinquième, à la porte des seules industries parasites, confinées dans la grande ville, le moyen de mettre fin à l'exode anémiant, aux agglomérations corruptrices?

"Le Québec a charge d'âmes"<sup>3</sup>, Nos frères dispersés comptent sur nous. Est-il difficile de comprendre l'appoint que nos ressources et nos libertés économiques joindraient, pour eux, à l'appui des forces morales et intellectuelles? Il y a plus. Nous sommes ici de par la volonté de Dieu, pour y servir la cause de Dieu et celle de la culture française, essentiellement humanitaire. Pas n'est besoin pour le démontrer de récrire le "Discours sur l'Histoire universelle". Une foi quelque peu robuste, un regard sur notre histoire suffisent. En dehors du peuple de Dieu, en est-il beaucoup dont les origines soient aussi pures, aussi imprégnées de surnaturel? Ferment de culture catholique et française, enfoui, comme le levain de l'Évangile, sous la masse qui nous enveloppe, masse d'âmes, lourde de tout le poids de l'hérésie et du naturalisme, nous avons mission de soulever, pour notre part,<sup>4</sup> cette masse jusqu'à Dieu, jusqu'à ces régions supérieures où se proclame la souveraineté de l'esprit sur la matière, du droit sur la force, de la solidarité sur l'individualisme, bref où se définit le vrai progrès, la civilisation vraiment humaine.

<sup>3</sup> *Action française*, juin 1922, p. 363.

<sup>4</sup> Aucun catholique préoccupé de l'intérêt prééminent des âmes

Mais le peuple comme l'individu qui veut exercer autour de soi une action morale et intellectuelle, doit d'abord d'une façon ou de l'autre, gagner l'estime. Qu'il s'agisse de la maison, du cœur ou de l'intelligence du voisin, le moyen le plus sûr de pénétrer chez lui, est encore de passer par sa porte. Fort étroite, je le veux bien, celle d'esprits "dont l'unique étalon pour évaluer toutes choses reste toujours le chiffre du dollar et le poids du lingot."<sup>5</sup> Passons quand même. S'agirait-il d'aligner toute une théorie de millionnaires? Non, il y a mieux à faire : mettre chacun en mesure de prendre la ferme attitude de l'homme libre, seul maître et juge de son portefeuille, de son accoutrement, de son menu. Rien de tel pour libérer du coup, intelligence, langue et geste, pour inspirer du respect à gens d'une certaine mentalité.

Ce respect une fois conquis et, Dieu aidant, il n'est rien dans le rôle bienfaisant et glorieux de la France, notre mère, que nous ne puissions ambitionner pour nous-mêmes, au cours des siècles prochains.

Aussi bien les ressources mêmes du pays où la Providence nous a conduits et nous conserve, sont un indice qu'Elle nous a voulus libres et forts.

Notre sol est riche. Sait-on tout ce qu'il renferme, tout ce qu'il pourrait produire? La culture intelligente de

---

ne saurait entendre sans émotion le cri d'alarme jeté par l'*America* du 5 août dernier. Après enquête M. James J. Walsh M.D., écrit : "If what I have found is at all true, then the outlook is alarming. The Irish Catholic families are not only failing to reproduce themselves in our generation, but are disappearing rapidly". P. 365, 2ème col. Et plus loin : "Apparently from what I have found, if the church is to depend on the reproductive increase of the Irish Catholics of this country for its membership the future looks blank indeed."

Plaise à Dieu d'écarter ce malheur ! Mais nos charges et nos responsabilités de catholiques en seraient aggravées d'autant. Tirons-en du moins une leçon de vigilance plus étroite sur nos berceaux. Ce qui suppose d'abord la vaillance à les remplir.

<sup>5</sup> *Action française*, juillet 1922, p. 14.

nos champs brise un peu partout la ruineuse routine. La valeur de nos récoltes a passé de \$88,589,000 en 1913, à \$330,000,000 en 1920. <sup>6</sup> Mais que nous sommes loin encore du chiffre des rendements possibles !

Les industries rurales et celles qui en découlent, sucre, beurre, fromage, cuirs, lainages, etc., sont susceptibles de fournir surabondamment l'essentiel, voire le luxe à notre garde-robe, à notre table. Notre pain pourrait être fait avec nos blés. Nous achetons à l'Ontario quantité de produits alimentaires faciles à fabriquer chez nous. <sup>7</sup> Le chiffre de nos \$362,400,000 d'importations serait diminué d'autant.

Ces possibilités et celles que nous laissons dans l'ombre prennent des proportions indéfinies, quand on songe aux 24 millions d'acres de nos régions de colonisation. Elles appellent des millions d'hommes. Il y a longtemps qu'elles recevraient le trop plein de nos vieilles paroisses si nous avions eu la prévoyance d'y lancer des chemins de fer, d'y multiplier les routes carrossables, dût notre trésor en souffrir pour un temps. <sup>8</sup>

<sup>6</sup> Voir le discours de l'Hon. J.-E. Perrault, *Le Problème industriel au Canada français*, pp. 63, et suiv.

<sup>7</sup> Nous sommes contraint de nous en tenir aux généralités. On trouvera des chiffres instructifs, Ontario et Québec comparés, dans le rapport de M. Yves Tessier-Lavigne, *Le Problème industriel*, pp. 174, et suiv.

<sup>8</sup> Nous connaissons pour notre part un vaillant cultivateur, père de quinze enfants, dont trois déjà mariés, et qui, il y a cinq ans, serait allé avec les siens s'établir dans tel canton de l'Abitibi, si seulement un chemin praticable lui eût permis de s'éloigner à quelques milles de la voie ferrée. Histoire banale malheureusement. Nous ne songeons pas du reste à méconnaître ce qui se fait, ni à restreindre les responsabilités. Mieux vaut que chacun en prenne loyalement sa part. Au fond de la désertion de nos campagnes il y a tant d'insouciance ignorante, parfois de calculs mesquins, de la part des conseillers naturels de notre peuple.

Pour aider nos missionnaires de colonisation, n'y aurait-il pas lieu et moyen de créer une sorte d'association de prêtres colonisateurs ? Par le caractère même de sa vie, notre clergé a toujours été le plus apte à comprendre les intérêts supérieurs de la race. Ils se confondent, quand

Après les champs la forêt. "Il reste encore à l'État pour les besoins futurs de l'industrie, nous apprend M. Perreault, 78,000,000 d'acres de forêts à affermer, soit une superficie presque deux fois aussi considérable que celle qui est actuellement sous licence".

L'apport de notre province au comptoir des fourrures se chiffre, pour l'année 1919-20, à \$4,587,110, presque le quart de la valeur totale pour le Dominion.

Les forces hydrauliques disséminées sur notre territoire, peuvent suppléer au charbon pour les besoins de l'industrie. Elles faciliteraient en même temps la multiplication des petits centres industriels.

Notre sous-sol est de même formation que celui de l'Ontario. Pourquoi ne renfermerait-il pas les mêmes minerais? Des prospections insignifiantes nous ont déjà révélé la présence des plus riches métaux. Nous produisons 85% de la production mondiale de l'amiante.

Nos pêcheries rapportaient \$4,568,733 en 1919. L'exploitation pourrait en être beaucoup plus rémunératrice.

Il est bon de nous remettre souvent sous les yeux ces données générales. Elles incitent aux enquêtes ultérieures. Qu'avons-nous fait de ces ressources? Ignorance, incurie, aliénation imprévoyante aux mains de l'Anglais, du Juif, de l'Américain, et, par ces derniers, exploitation sans vergogne de la plus belle part de notre patrimoine national. Voilà le bilan du passé.

---

on parle de colonisation surtout, avec ceux de la foi. Le lien de cette association pourrait n'être qu'un bulletin spécial. Ce dernier aurait comme objectif de montrer où sont vraiment ces intérêts supérieurs, quels sacrifices ils exigent en particulier de nos prêtres. Il fournirait encore à messieurs les curés tous les renseignements qui leur permettraient d'orienter sagement ceux de leurs paroissiens qu'une mésaventure ou les besoins d'une famille nombreuse, pousseraient à quitter la terre ou le village.

Les forêts qui nous restent sont les moins accessibles. Nos pouvoirs hydrauliques sont exploités par des compagnies étrangères pour la plupart, et fournissent l'énergie aux industries américaines. L'amiante brut extrait, l'an dernier, du sol québécois, pour une valeur de \$12,000,000, rapportait \$82,000,000 à des industriels du dehors. Nos pêcheurs pauvres et routiniers travaillent également à enrichir l'étranger. Ceci nous amène à une autre constatation impressionnante. Tandis que notre capital humain incomparable reste pour nous à peu près improductif, non seulement nous avons prêté nos bras à la dévastation de la plus belle part de nos richesses naturelles, mais notre intelligence, nos forces, nos qualités d'artisans, nos vertus mêmes font le succès d'industries parasites, venues chez nous se mettre à l'abri des crises du travail, chercher un meilleur rendement, au bénéfice premier toujours des adversaires nés de nos croyances, de nos aspirations, de notre indépendance politique peut-être, demain. Il en est résulté des anomalies comme celle-ci : un million de dollars engagés dans la mise en conserves des fruits et légumes ; \$2,500,000 dans la fabrication des instruments aratoires, industries de première nécessité, à côté de \$37,962,311 dans l'industrie des cotonnades. Les menaces d'industrialisation excessive viennent encore de ce côté particulièrement. Ce genre d'industries est le plus responsable du drainage de la campagne vers la grande ville.

\* \* \*

Comment réparer le passé et préparer l'avenir ? A s'en tenir aux généralités il faudrait encore pour répondre, citer la plupart des résolutions du congrès de Québec, y joindre les sages mesures que préconisait M. Georges Pelletier dans l'*Action française* du mois d'août.

Insistons seulement sur ce qui nous paraît être le plus pressé. Une double éducation s'impose, celle de la masse et celle des compétences. Il importe d'abord de pousser le développement de la conscience nationale, en l'appuyant sur sa base la plus solide : la persuasion de ce que Dieu attend de nous comme catholiques et français.

A prendre les choses à ces hauteurs on se tient plus près de la vérité. On en redescend avec autre chose au cœur que des amours et des antipathies instinctives, aveugles. Il est assez ordinaire de concevoir de l'estime et de l'affection pour ceux que l'on se croit mission de secourir. Qu'ils veuillent bien y réfléchir ceux-là surtout des nôtres, qui redoutent toujours de voir notre patriotisme verser dans l'outrance, lorsqu'il cherche à se nourrir des leçons du passé et des prévisions de l'avenir. Tout peuple catholique est par cela même un peuple élu, avec devoir de communiquer à d'autres le don de sa foi. Mais parmi les peuples il en est à qui la vocation d'apôtres s'impose plus particulièrement, parce qu'ils en ont reçu les qualités, le tempérament. Nous sommes de ceux-là. Ce que nous disons de l'ordre surnaturel, il faudrait le répéter des biens de l'ordre naturel.

Or c'est dans la conviction de son élection divine, rivée à l'âme de chacun de ses fils, que le peuple juif a trouvé le secret de cette solidarité devenue qualité de race et qui, aujourd'hui encore, malgré la déchéance et l'émiettement, rend ce groupe ethnique si étonnamment imperméable à toutes les compénétrations du dehors, fort et redoutable, fût-il une minorité, partout où il s'insinue. La part faite des réserves nécessaires, il faudrait également que le plus humble des fils de notre peuple fût pénétré, dès son enfance, de ces hautes pensées. En nous faisant ce que nous sommes, Dieu nous a donné le droit à la vie, défendu le suicide. En

nous faisant catholiques et français, sa Providence nous a imposé des devoirs et des responsabilités particulières.

Pour que nous puissions y faire honneur, chacun est tenu de concourir à rendre la race grande et libre.

A mesure que ces persuasions imprégneront les sphères diverses de nos activités, l'ensemble de notre vie nationale prendra la force de cohésion dont le défaut nous a valu, entre autres faiblesses, notre déplorable situation économique. L'entraide deviendra notre mot d'ordre. Tandis que notre législation continuera son évolution franchement nationale, producteurs et consommateurs, patrons et ouvriers comprendront qu'en vue des intérêts supérieurs, des sacrifices mutuels doivent être consentis.

Pour être quelque peu concret, nous apprendrons que pour nous comme pour le Turc anxieux de refaire sa vie économique, "gaspiller une piastre est faire tort à la nation". Nous serons soucieux de confier nos épargnes à nos institutions financières, d'acheter à nos maisons de commerce. Ce sera permettre aux unes et aux autres de se développer et d'offrir, soit les garanties, soit la qualité de marchandise que nous cherchons ailleurs.<sup>9</sup>

D'autre part le sentiment des hautes obligations apportera les tempéraments désirables à l'âpre soif de fortune rapide, qui a déjà tué chez trop des nôtres, le sens de la justice et celui des responsabilités sociales. Nos patrons consentiront à se reconnaître d'autres devoirs que celui des gros profits. Nous ne serons plus attristés et humiliés de voir l'organisation catholique des relations du capital et

---

<sup>9</sup> Nous fournissons à l'étranger le capital qui manque au développement de notre industrie. Nos banques ne reçoivent que 40% de nos épargnes. Une seule de nos petites villes verse annuellement \$75,000 à la maison Eaton de Toronto.

du travail, tenue en suspicion et paralysée par des patrons catholiques, les directions pontificales utilisées par les protestants avant d'être acceptées par nous.

Nous laissons aux réflexions individuelles le soin d'achever notre pensée.

Cette éducation de la masse s'impose comme un devoir à tous ceux qui ont une plume en main, une parole en bouche, leur action dût-elle se limiter au cercle des relations quotidiennes. Il convient de compter principalement sur l'influence des maîtres de notre jeunesse.

On sait quel rôle l'instituteur a joué dans l'organisation de la puissance allemande. A nos maîtres donc de baigner l'âme de nos enfants et de nos jeunes gens, dans les sentiments du haut patriotisme qui doit éclairer et guider l'évolution de notre vie.<sup>10</sup> A eux encore de faire connaître nos ressources, la nécessité de les garder pour nous, pour les générations à venir, de les exploiter selon nos besoins, à notre profit. Aux fils de nos agriculteurs ils diront que nos espoirs reposent avant tout sur eux, sur leurs vertus, leur fidélité à la terre et les rendements progressifs que leurs labeurs intelligents sauront en tirer. Aux fils de nos ouvriers ils inspireront le souci de contribuer par l'efficacité et la perfection de leur travail, au succès du patron qui les fera vivre. Qu'ils aient en outre l'ambition d'occuper à l'usine les postes supérieurs. Trop longtemps nous nous sommes contentés de celui de manœuvre, jusqu'à créer la légende de notre inaptitude native aux fonctions directrices.

<sup>10</sup> Nous gardons tous le souvenir de ces maximes morales, imprimées en gros caractères, encadrées modestement et qui frappaient notre regard un peu partout sur les murs, à l'école des Frères. Nous voudrions voir ainsi le programme national entier, formulé en sentences compréhensives, affiché dans toutes nos écoles, aux murs des classes dans un corridor, au-dessus d'une porte, partout où tombent souvent les yeux des élèves. On sait la puissance psychologique du procédé. On en devine les fruits pour peu que le maître attache d'importance à ces

Un sage discernement de ce qu'on a appelé la "vocation d'industriel", fera sortir de nos collèges classiques les chefs que réclament la finance et l'industrie. <sup>11</sup>

Grâce à cette action commune nos écoles techniques verront s'accroître normalement l'effectif de leurs élèves. Elles nous donnent les compétences attendues.

Les vœux de tous appellent encore la création d'une commission nationale d'initiatives économiques. Son rôle, nous en avons déjà plus qu'une esquisse dans les efforts de l'*Action française* pour préparer la solution du problème économique.

Inventorier nos ressources; déterminer les possibilités agricoles, commerciales, industrielles de chaque localité; aviser aux facilités de transport en vue de la décentralisation; indiquer les industries à créer, celles dont le développement serait nuisible; aller au producteur, ici, pour susciter des initiatives, là, pour indiquer des procédés plus avantageux, des débouchés nouveaux, pour tirer d'une situation précaire, tels sont quelques-uns des services que pourrait rendre une semblable commission. <sup>12</sup>

Pour nous résumer, notre survivance et notre liberté d'action, du point de vue catholique et national, exigent

mots d'ordre, s'il en fournit des commentaires appropriés. Dans les classes supérieures de nos collèges, il y aurait mieux à faire. Ces maximes offriraient avec double profit maints sujets de devoirs, de discussions, d'études académiques.

<sup>11</sup> "Sage discernement", prescrivons-nous après d'autres plus autorisés. Si les besoins de l'ordre économique exigent au plus tôt leur part de nos belles intelligences, il faut pourtant nous garer des engouements funestes. Nous pourrions provoquer d'ici quelque vingt-cinq ans une crise d'industrialisation excessive, un abaissement peut-être du niveau des autres professions, du clergé.

<sup>12</sup> Il serait temps, semble-t-il, de créer chez nous des chambres de métiers. Sur leur nature et les services qu'elles rendent ailleurs, on trouvera quelques données intéressantes dans les *Études*, 5 juin 1922. *La question de l'apprentissage*. Les *Chambres de métiers*, par Joseph Berteloot, p. 584 et suiv.

une prompte libération économique. Il faut la chercher avant tout dans le développement de l'agriculture et des industries connexes.

Quant à nos autres ressources il faut adopter sans délai tout un programme d'action industrielle : veiller rigoureusement à une exploitation conservatrice de la part de notre patrimoine perdu pour ceux de notre sang ; veiller plus rigoureusement encore à garder pour nous ce qui nous en reste ; en outre, intensifier chez tous, le sens de la solidarité légitime et nécessaire ; donner à ceux qui peuvent être les artisans de notre essor industriel, du législateur au financier, du chef d'entreprise au simple manœuvre, une préparation morale et technique conforme aux exigences de l'heure ; contrôler le développement de la grande et de la petite industrie d'après la claire vue de nos possibilités et de nos besoins ; multiplier les petits centres industriels comme moyen d'enrichir la masse, et comme sauvegarde tout à la fois de la paix sociale et de la santé physique et morale de l'ouvrier. Pour tout dire en un mot, substituons les directions de l'intelligence à l'ignorance et à l'empirisme hasardeux du passé.

A ces conditions l'essor industriel du Québec pourra se produire avec le maximum de bienfaits et le "minimum d'inconvénients pour la vie religieuse et morale, intellectuelle et physique de notre population."

\* \* \*

Le volume-rapport qui nous a suggéré ces lignes, se clôt sur les commentaires de la presse autour du congrès de Québec. Qu'il nous soit permis de terminer également par un hommage à la vaillante Association de la jeunesse.

C'est dans les rangs de ces jeunes que les éveilleurs de fierté et d'énergies ont trouvé l'écho le plus fécond. Déjà

les travaux de leurs congrès ont éclairé la pensée du public et du législateur. Mais nous devons surtout escompter le renouveau sauveur que produira demain, dans notre société, l'influence de ces hommes de prière et d'étude, façonnés à l'action, familiarisés avec tous nos motifs et nos moyens de survivance.

Heureux jeunes gens qui ont pu grandir avec l'obsession de devoirs clairs et précis envers Dieu, envers leur pays et leur race ! Nous en savons un bon nombre qui devront à l'entraînement de leur groupe, d'avoir vu leur jeunesse plus noblement préoccupée, moins dominée par l'égoïsme vaniteux ou jouisseur, et partant plus pure, plus heureuse.

Cela seul serait un gain net pour notre vitalité catholique et française.

André LACROIX.

---

## A TRAVERS LA VIE COURANTE

---

### Universalité de la langue française

Savez-vous l'une des choses qui frappent le plus les nôtres en voyage d'Europe ? C'est l'universalité du français, son usage fréquent dans les pays dont il n'est pas la langue nationale, et surtout lorsqu'il s'agit d'affaires, de commerce, de tourisme.

Oui, voilà une chose vraiment étrange. Ici, au Canada, où la langue française est officielle, où elle est la langue naturelle de près d'un tiers de la population, il faut se battre, dans les grands hôtels, sur les trains, au comptoir de plusieurs gros magasins, pour obtenir qu'on l'emploie. Et cet ostracisme est si bien entré dans les mœurs qu'il a fini par engendrer une conviction dans les esprits : la langue française peut être une langue de salons et de conférences, elle n'est pas une langue d'affaires.

### En Italie

Or un court séjour en pays étranger nous convainc du contraire. Prenez l'Italie, par exemple. A Rome, à Florence, à Venise, dans toutes les grandes villes, vous pouvez vous faire servir en français chez les principaux marchands. Même constatation

aux hôtes. Le personnel parle français. Dans quelques-uns même et non des moindres, — tel le Grand Hôtel, à Florence — les robinets dans les chambres portent : *Froid-Chaud*.

C'est un petit détail, si vous voulez, mais combien significatif. Sont-ils nombreux, à Montréal et à Québec, les hôtels qui ont de ces inscriptions? Même dans nos bonnes familles, dans nos communautés religieuses les plus attachées à notre langue, le constructeur de la maison l'a mis — sans qu'on y prenne garde sans doute — que des inscriptions anglaises. Et de s'en débarrasser, une fois posées, est toute une affaire.

### Réaction salutaire

Je m'empresse d'ajouter, pour rendre justice aux communautés religieuses, que chez elles au moins une réaction s'opère. Nous avons pu visiter quelques maisons récemment édifiées, — ainsi le noviciat des Frères des Écoles chrétiennes à Laval des Rapides, la Villa Manrèse à Québec — et nous y avons admiré de belles et claires inscriptions françaises. La même chose nous a ravi à l'évêché de Sherbrooke.

Qu'est-ce donc qui empêche nos grands hôtels, dans des villes comme Montréal, Québec, les Trois-Rivières, etc., d'imiter cet exemple? Qu'ils aient au moins des inscriptions bilingues. Nous suggérons vivement cette réforme à la compagnie qui bâtit actuellement le vaste Mont-Royal dans notre métropole. J'entendais quelqu'un se réjouir un jour, au nom de la race, que parmi les directeurs de cette grosse entreprise il se trouvât un Canadien français. Si vraiment il y a là pour nous quelque profit, l'occasion est excellente de le faire voir. Semblable initiative s'obtiendra peut-être moins facilement des autorités du Château Frontenac, à Québec, pour l'aile nouvelle en construction. Mais qui ne tente rien n'a rien. Les cercles de l'*Association catholique de la Jeunesse canadienne-française* ont décidé de faire cette année, de l'action française, de combattre énergiquement les infiltrations étrangères. Si ceux de Montréal et de Québec tentaient une démarche...

### En Belgique

De ce bilinguisme pratique que nous voulons voir triompher au Canada, la Belgique nous donne un exemple frappant. Sa situation, on le sait, se rapproche de la nôtre. Là aussi deux langues sont officielles : le français et le flamand. Mais ce n'est pas en théorie seulement. Ce qu'exige la justice, ce qu'autorise la constitution, les actes le ratifient. En fait comme en droit, la Belgique est bilingue. Et le Canadien qui y voyage ne peut s'empêcher de remarquer cet emploi simultané, dans les différents services d'ordre

public, dans le commerce et l'industrie, de la langue française et de la langue flamande.

Sur chaque gare de chemin de fer, par exemple, on lit deux noms, ainsi : *Bruxelles-Brussel, Gand-Gent*; dans les voitures : *Défense de fumer-Niet Roken*; à l'angle des rues : *Rue Saint-Michel-Sin Michiels straat*; sur les billets de banque : *Banque nationale de Belgique, un franc-Nationale Bank Van Belgie, Een frank*; sur les timbres : *Belgique-Belgie*; et de même sur les cartes postales, les télégrammes, les affiches industrielles et commerciales, etc., etc.

### Bilinguisme sauveur

La Belgique souffre-t-elle de ce dualisme ? Loin de là. Sa prospérité, avant la guerre, était justement renommée, et des ruines que lui a apportées l'occupation allemande, elle se relève rapidement plus peut-être que toute autre nation. Des divisions de race il est vrai, la déchirent actuellement, mais ce n'est pas l'emploi simultané des deux langues qui les crée. Bien au contraire. S'il est un fait qui tend à apaiser, à diminuer ces divisions, c'est bien celui-là.

Alors, pourquoi n'en jouirions-nous pas, nous aussi ? Pourquoi tous ceux qui veulent la prospérité de notre pays, et savent encore ce que c'est que la justice, ne s'uniraient pas pour instaurer ce régime de bon sens et d'équité ? Pourquoi en un mot, n'aurions-nous pas des timbres-poste, des cartes postales, de la monnaie bilingues ? Et pas dans une partie seulement du Canada, mais d'un bout à l'autre de notre vaste territoire.

### Levée en masse

A mon humble avis, cette réforme pacificatrice n'aura vraiment chance d'aboutir que le jour où ceux qu'elle touche davantage, ceux dont elle satisfera les légitimes exigences injustement méconnues à l'heure actuelle, se lèveront en masse pour la réclamer. C'est de notre faiblesse surtout que vient la force de nos ennemis. Et cette faiblesse, notre manque d'union en constitue le principal élément.

Unis comme un seul homme dans la revendication de ce droit incontestable, nous recevrons, il me semble, l'appui d'un grand nombre de nos concitoyens anglais chez qui l'équité n'est pas morte. Et notre triomphe serait assuré. Qui des nôtres refuserait de marcher sur ce terrain si droit et si net ? Que résonne donc le coup de clairon qui ralliera toutes les forces de la race, qui les tendra, énergiques et disciplinées, vers le même but ! Il annoncerait en même temps notre victoire décisive.

Pierre HOMIER.

# LA VIE DE L'ACTION FRANÇAISE

## La première de "Contre le Flot".

C'est le 7 novembre prochain au soir, dans la salle académique du Gesù, que sera créée la comédie de Magali Michelet, couronnée l'année dernière, à notre concours dramatique. La soirée sera sous la présidence de M. l'abbé Philippe Perrier; M. Léon Lorrain y fera une allocution. On se souvient que nous avions désiré, afin de fortifier nos moyens de propagande, une pièce contre l'anglomanie. Magali Michelet obtint le premier prix dans un concours où les juges étaient M. l'abbé Olivier Maurault, MM. Edouard Montpetit, Fernand Rinfret et Léon Lorrain. On viendra donc applaudir *Contre le flot*, se moquer un peu des déconvenues et des ridicules manies de l'anglomane, prendre quelques bonnes résolutions, puis constater encore une fois que la sottise de nos snobs est assez grande pour susciter beaucoup d'autres comédies.

## Des prix d'Action française.

Nous croyons annoncer une bonne nouvelle à nos lecteurs. Il y a longtemps que l'*Action Française* souhaitait faire quelque chose pour les vaillants qui, sur un point ou sur un autre, défendent et jusqu'à l'héroïsme quelquefois, les droits de la langue et de la survivance. Il s'est accompli souvent, au service de cette cause, des actes superbes mais qui restent dans l'obscurité, parce qu'ils paraissent tout simples à de trop modestes héros. Ces gestes méritent mieux que le silence ou la renommée éphémère qu'on leur accorde. Un peuple comme le nôtre doit pouvoir marquer sa gratitude à ceux des siens qui défendent son patrimoine et alimentent, par leurs sacrifices, son capital moral. Il y a des actes qui sont en plus une prédication, qui emportent avec eux une puissance suggestive. Ce sera l'intérêt de tous de les apercevoir dans une plus grande lumière, pour que rien ne soit perdu de la beauté qu'ils contiennent, non plus que de l'énergie bienfaisante qui est en eux. Le printemps prochain, l'*Action française* décernera donc des récompenses à ces actes plus méritoires. Ce sera, en une séance solennelle, comme une distribution de prix de vertu patriotique. Nous donnerons bientôt, sur ce projet, des détails plus précis. Mais tout de suite, nos amis peuvent nous préparer des dossiers sur les dévouements dont ils auront été les témoins au cours de l'année. Il va de soi que nous entendons récompenser les bons combattants de toute l'Amérique française. Du reste, l'*Action française* n'entend bien demeurer, en cette initiative, qu'un modeste interprète de la gratitude de tous. Elle

distribuera les couronnes et les prix; mais il faut que ce soit l'hommage de toute la race qui s'en aille à ses fils les plus méritants.

### Le Congrès de Lowell.

Le 17 et 18 septembre dernier, se tenait à Lowell, Mass., E.U., le congrès de la Fédération catholique des sociétés franco-américaines. Les assises prenaient cette année un caractère particulièrement solennel parce qu'on y devait discuter l'opportunité d'un congrès de toute la race. Invité par les Franco-Américains à leur apporter sur ce point l'opinion du Québec, le directeur de l'*Action française*, dans une conférence qu'il a prononcée à l'ouverture du congrès, a préconisé ce qu'il a appelé l'*Amitié française d'Amérique*, alliance étroite et vigoureuse de tous les groupes français du Canada et des États-Unis, pour la sauvegarde de la foi commune et de l'idéal latin. Le congrès de toute la race — ou ce qu'on se propose d'appeler le Congrès de la pensée française — a été décidé. Il aura lieu, croyons-nous, l'année prochaine. Il convient de se féliciter d'un tel mouvement vers une solidarité plus effective. Nous sommes une force qui s'est trop longtemps ignorée. Mais le Québec doit se rendre digne des responsabilités nouvelles que l'*Amitié française* va lui imposer. Il est le frère aîné; on se tourne vers la vieille maison pour y chercher un appui. Que le Québec s'apprête à ses devoirs

### Le pèlerinage à Boucherville.

Nous l'avons fait le premier octobre, un dimanche après-midi, par un temps superbe. Un millier de personnes venues des environs et de Montréal s'étaient donné rendez-vous au vieux manoir de la Broquerie pour y entendre évoquer le souvenir de Pierre Boucher. L'évocation fut faite éloquemment par le Père Louis Lalonde, S. J., l'historien de Boucherville. On écouta aussi avec émotion, M. Anatole de Boucherville et M. l'avocat Joseph de Boucherville, le premier parlant au nom des Boucher de France et de l'île Maurice, le second au nom de la descendance canadienne. M. Antonio Perrault et l'abbé Groulx exposèrent le but des pèlerinages historiques de l'*Action française*. Ce que l'on veut avant tout, c'est fortifier le patriotisme en lui donnant son fondement rationnel: la connaissance de la terre et des morts. La patrie n'a point que son visage physique; elle a aussi sa physionomie morale qui lui est faite par les empreintes de l'histoire. Retrouver ces empreintes, c'est glaner la gloire des aïeux et c'est mieux connaître et mieux aimer son pays.

Nos publications.

A l'heure où nous écrivons, plusieurs milliers de lecteurs ont déjà lu le roman de notre ami Aloné de Lestres, *l'Appel de la Race*. Le succès est tel qu'il nous faut réimprimer. La deuxième édition sera mise en vente très prochainement; elle apportera un texte soigneusement expurgé des fautes typographiques. Plusieurs de nos amis ont fait spontanément de la propagande pour *l'Appel de la Race*; nous les en remercions et les prions de continuer encore quelque temps. Il n'y a qu'à feuilleter les chroniques mondaines, pour se rendre compte que le mal dénoncé par Aloné de Lestres fait toujours ses ravages parmi nous.

*L'Amitié française d'Amérique*, conférence de notre directeur au récent Congrès de Lowell, sera prochainement mise en brochure. Les congressistes franco-américains ont même fait, de cette publication, l'objet de l'une de leurs résolutions. L'on saisira partout l'opportunité de répandre un discours qui prêche, entre tous nos groupes, un rapprochement devenu si nécessaire. Dans *l'Ontario* et jusque dans la Saskatchewan, au *Patriote de l'Ouest*, l'on a acclamé avec bonheur la décision prise à Lowell de tenir un congrès général de la pensée française.

L'Almanach de la langue française.

Il faut faire une part spéciale à cette autre de nos publications, l'une des plus importantes de la *Ligue d'Action française*. On se plaint partout de l'insuffisance, pour ne pas dire de la malfaisance des lectures dont se nourrit notre peuple. On sait comme il est difficile de faire arriver jusqu'à lui les mots d'ordre les plus simples, les notions les plus élémentaires du patriotisme. Et pourtant, il faut que le peuple soit conscient, lui aussi, de ses périls, de ses devoirs, de sa mission. *L'Almanach de la langue française*, le premier de ce genre qui ait été publié en notre pays, essaie de monnayer, sous une forme populaire, la doctrine du patriotisme canadien-français. C'est donc l'Almanach qu'il faut faire entrer dans tous les foyers. Neus nous adressons aujourd'hui, à tous nos propagandistes, à tous ceux qui applaudissent de loin à nos efforts et qui gémissent souvent de ne pouvoir faire davantage pour nous. C'est l'heure de nous aider. Les directeurs de *l'Action française* qui donnent gratuitement leur temps et leur dévouement, ne peuvent tout faire par eux-mêmes. Il nous faut partout des collaborateurs qui reprennent nos idées, nos initiatives et qui les prolongent dans leurs régions. Allons, qu'on se mette à l'œuvre, pour que *l'Almanach de la langue française* dépasse encore ses succès des années dernières.

Jacques BRASSIER.

## PARTIE DOCUMENTAIRE

---

### LE FRANÇAIS À OTTAWA

Nous nous faisons un devoir de communiquer de temps en temps à nos lecteurs des correspondances faites au bénéfice des intérêts de la langue française.

La première intervention est marquée au coin de la plus gracieuse courtoisie. L'autre est un coup de révolver... en dentelle, dont l'effet n'est pas encore connu. Il fut provoqué par la niaiserie d'un fonctionnaire qui prit pour lui un reproche adressé à l'administration publique. S'il a des suites intéressantes nous en reparlerons le mois prochain.

La troisième est une simple demande.

#### I

Montréal, le 11 septembre 1922.

Monsieur le Ministre des Postes,  
Ministère des Postes  
Ottawa.

Monsieur le Ministre;

Les directeurs de la Ligue d'Action française ont appris que votre ministère inaugurerait bientôt un nouveau système, celui de livraison contre remboursement, appelé en anglais "Cash on delivery," ou "C.O. D." en abréviation. Nous en profitons donc pour vous recommander d'attirer l'attention des personnes chargées de la rédaction des nouvelles formules sur le terme français du système lui-même: "Livraison contre remboursement."

Trop souvent, hélas! faute de connaître l'expression exacte, emploie-t-on des anglicismes dans les formules officielles de l'administration de l'Etat.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'hommage de mes sentiments les meilleurs.

Le Secrétaire général:

(Signé) Anatole VANIER.

## MINISTÈRE DES POSTES

Ottawa, le 14 septembre 1922.

M. Anatole Vanier,  
Secrétaire général  
Ligue d'Action française,  
Montréal.

Cher monsieur;

Je dois accuser réception de votre lettre du 11 courant, adressée au Ministre des Postes, par laquelle vous suggérez le terme "Livraison contre remboursement" pour désigner le nouveau service appelé en anglais "Cash on delivery."

En réponse, je dois vous dire que le ministère vous est très obligé de la suggestion que vous faites et votre lettre sera référée aux fonctionnaires du ministère qui s'occupent de la préparation de nos formules.

Votre tout dévoué,  
(Signé) Arthur WEBSTER,  
Secrétaire.

## II

Un de nos lecteurs, membre d'une communauté religieuse, eut récemment besoin de l'atlas du Canada; il en fit la demande au ministère de l'Intérieur. Le géographe-en-chef témoigna à son correspondant le plus grand empressement en lui expédiant l'atlas. Il l'accompagna de la lettre suivante:

DEPARTMENT OF THE INTERIOR

*Chief Geographer*

Ottawa, Sept. 5th 1922.

Sir,

I am instructed by the Honourable the Minister of the Interior, to forward to you a copy of the Atlas of Canada.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant

(Signé) J.-E. CHALIFOUR,  
*Chief Geographer.*

(Please sign and return the attached receipt to the Chief Geographer).

Le Révérend Frère R. remercia le géographe-en-chef, mais ne put s'empêcher d'ajouter qu'il regrettait d'être invité à apposer sa signature sur une pièce officielle rédigée en anglais.

Le géographe-en-chef, qui n'est pas apparemment l'obéissant serviteur qu'affiche sa formule, fut visiblement ennuyé par la réflexion du bon Frère. Aussi prit-il la plume, ou plutôt un dactylographe du gouvernement fédéral, et rédigea la riposte suivante :

---

DEPARTMENT OF THE INTERIOR  
*Chief Geographer*

Ottawa, 9 septembre 1922.

Révérénd Frère;

J'accuse réception de votre lettre du 6 courant. Je regrette d'avoir à noter votre remarque au sujet de la langue française. Il est bien beau de parler le français, surtout dans la province de Québec, mais c'est surtout du devoir de ces mêmes Français de la province de protéger les droits de la langue, les employés du gouvernement ne peuvent se charger de cette tâche.

Votre bien dévoué,  
(Signé) J.-E. CHALIFOUR.  
*Géographe-en-Chef.*

Révérénd Frère R. XXX P.Q.

---

Puisque M. Chalifour n'a pas plus le sens de la solidarité française que celui de son devoir de fonctionnaire, qui lui commandait de signaler à son chef ce sujet de plainte, nous nous sommes adressés au ministre lui-même. S'il se produit quelque incident nouveau, nous en ferons part à nos lecteurs.

Anatole VANIER.

---

M. Fielding et le français.

Ceux qui échangent de ce temps-ci leurs titres d'emprunt de 1917 ne peuvent obtenir de coupures françaises, auprès de notre ministère des finances à Ottawa. Et voilà comment l'on sabote la confédération pour s'étonner ensuite que les Canadiens français se désaffectionnent de ce régime. Est-ce encore, est-ce toujours de l'ignorance? N'est-ce pas plutôt de la pure inscience? Que les Canadiens de langue française protestent énergiquement, par tous les moyens. Il faudra pourtant savoir, un jour ou l'autre, si l'Acte de 1867 reste encore une alliance, un pacte d'honneur, ou si une race a le droit de confisquer à son profit les privilèges des autres, et, pour nul autre motif, semble-t-il, que la satisfaction de son orgueil.